

République du Niger

Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF)

Rapport de supervision 31 octobre au 16 novembre 2017

Type of mission	Supervision
Nom du Projet	Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF)
Pays	République du Niger
Chargé du Portefeuille	Achancho Valantine
Date de la mission	31 octobre au 16 novembre 2017
Zone d'intervention:	Régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Nombre de jours de terrain	
Sites visités	Régions de Maradi, Tahoua et Zinder
Composition de la mission	<p>Equipe FIDA: M. Achancho Valantine, chargé de portefeuille, FIDA; M. Benelesse Meleng, Consultant principal, coordonnateur technique, spécialiste en suivi-évaluation; M. Kadre Kadei, CPO, FIDA, chargé spécifiquement du petit élevage et du partenariat scientifique; M. Alain Barbet, Consultant en agronomie; M. Jacques Boka Etien, Consultant en infrastructures rurales; M. Badamassi Djariri, Consultant en ingénierie de projets et organisations paysannes; M. Olivier Lasbouygues, chargé des aspects environnementaux et adaptation aux changements climatiques; Mme Martha Populin, Consultante au Programme Niger FIDA en aspects genre, ciblage et partenariats; M. Alou Abdoukarim, spécialiste en gestion financière et fiduciaire.</p> <p>Partie gouvernementale: M. Abdou Chaibou, Directeur des études et programmation au MAG/EL, Chef de mission; M. Alyou Abdou Ali, DSEI/MP; M. Lemane Ibrahim, HC3N; M. Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL; M. Aboubakar Kourna, DGA/MAG/EL; M. Ousseini Halidou DEP/MAG/EL; Cdt Abdel Aziz Harouna Niandou, MEDD; M. Daoura Neino Mahamadou, SE/CNEDD/DCVC et M. Boubacar Boureïma, DGRR/Meq.</p> <p>Equipe du ProDAF: M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP; M. Chaibou Magagi, ATN/CF; M. Maman Moustapha, ATNS/GC; M. Saley Sadikou, ATN/SE; M. Namata Issa Mamane, ATN/Agronome; M. Abdoulaye Amadou, ATN/Vétérinaire. Les URGP étaient représentées par MM. Soumaila Abdoulaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/ Zinder, Yssaka Souley, Coordonnateur pi URGP/Tahoua.</p>

TABLES DES MATIERES

Abréviations et acronymes	i
A. Aperçu du ProDAF (auto-généré par le système)	1
B. Objectifs de la mission et principales conclusions	2
C. Vue d'ensemble du ProDAF et principaux progrès enregistrés	3
D. Exécution du ProDAF	7
E. Pertinence	22
F. Logical Framework	23

Abréviations et acronymes

ACAP	Appui conseil agricole paysan
AcSSA	Action Sécurité et Souveraineté Alimentaire au Sahel
AEP	Adduction d'Eau Potable
AF	Accord de Financement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
AS	Activité Structurante
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
ATNSE	Assistant Technique National en Suivi-Evaluation
AUE	Associations d'Usagers de l'Eau
BAGRI	Banque Agricole
BCER	Brigades Communales d'Entretien Routier
BD	Base de données
BEEEI	Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact
BEOME	Brigades d'Entretien des Ouvrages de Mobilisation des Eaux
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CCCA	Cadre de Concertation Communaux des Acteurs
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CC	Centre de Collecte
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ-Ecole Paysan
CEPM	Champ-Ecole Paysan Maraîcher
CES/ DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
CMNND	Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNSEE	Centre National de la Surveillance Ecologique et Environnementale
COFO	Commission Foncière
COGES	Comité de Gestion
COSOP	Programme d'Option Stratégique pour le Pays
CPRP	Cadre Politique de Réinstallation des populations
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CTR	Comité Technique Régional
CVSE	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DDEL	Direction Départementale de l'Elevage
DIPE	Démonstration d'Initiative Paysanne en Elevage
DME	Direction de la Mobilisation des Eaux
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DGRR	Direction Générale des Routes Rurales
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DTAC	Direction de l'Assistance Technique aux Communautés
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EIES	Etudes d'Impact Environnemental et Social
EX-ACT	Ex ante Carbon Balance Analysis Tool
FAO	Food and Agriculture Organization
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FISAN	Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupement d'Appui-Conseil Agricole Paysan

GDT	Gestion Durable des Terres
GFS	Greniers Féminins de Soudure
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GPS	Global Positioning System
GSC	Groupement Service Conseil
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative 3N
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IDCC	Intégration de la Dimension Changement Climatique
i3N	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
IF	Institutions Financières
IMF	Institutions de Micro-Finance
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
JDC	Jardin de Case
LFSN	Leadership Féminin et Sécurité Nutritionnelle
LuxDev	Agence de Coopération Luxembourgeoise
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marché de Demi-Gros
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEq	Ministère de l'Equipeement
MER	Micro-Entreprises Rurales
MMD	Mata Masu Dubara (femmes en action)
MP	Maison du Paysan
OFID	OPEC Fund for International Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PAG	Plan d'Aménagement et Gestion
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDC	Plan de Développement Communal
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Programme de Développement Économique et Social
PF ou PFC	Plateforme de Commercialisation
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGPP	Plan de Gestion des Pestes et Pesticides
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PPI Ruwanmu	Projet de Petite Irrigation Ruwanmu
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRACC	Projet d'Appui à la Compétitivité et à la Croissance
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PV	Procès-Verbal
RC	Responsable de Composante
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
REIES	Rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social
RPM	Responsable Passation des Marchés
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SAF	Service Administratif et Financier
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
SE, S&E	Suivi et Evaluation
SEP	Suivi-évaluation participatif
SFD	Système Financier Décentralisé
SIG	Système d'Information Géographique
SIGMAP	Système d'Information et de Gestion des Marchés Publics
SIMA	Système d'Information des Marchés Agricoles

STD	Services Techniques Déconcentrés
SVPP	Services Vétérinaires Privés de Proximités
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TER	Tableau Emploi Ressources
UAM	Université Abdou Moumouni (Niamey)
UDDM	Université Dan Dicko Dan Kouloudo de Maradi
URGP	Unité Régionale de Gestion du Programme
USD	United States Dollars
EU	Etats-Unis
VSF	Vétérinaires sans Frontières

A. Aperçu du ProDAF (auto-généré par le système)

Région:	Division Afrique de l'Ouest et du Centre	Project at Risk Status:	Pas à risque
Pays:	Niger	Environmental and Social Category:	B
Nom du Projet:	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)	Catégorie du risque climatique:	
Project Id:	1100001688	Institution d'Exécution:	Ministère de l'agriculture
Type de Projet:	Commercialisation/Stockage/transformation	Institutions de Mise en œuvre	
CPM:	Valantine Achancho		
...			
Date d'approbation	22/04/2015	Date soumission dernier rapport audit	20/07/2017
Date de signature	25/07/2015	Date derrière mission supervision	
Entrée en vigueur	21/09/2015	Nombre mission supervision	4
Date disponibilité fond pour décaissement	08/12/2015	Date Revue mi-parcours	
Date premier décaissement	21/12/2015	Number of extensions	0
Date d'achèvement	30/09/2023	Effectiveness lag	5
Date de clôture	31/03/2024		

Project total financing

IFAD Financing breakdown

ASAP Trust Fund	\$12,970,500
IFAD	\$24,250,000
IFAD	\$11,897,700
IFAD	\$12,364,570
Debt Sustainability Framework	\$12,364,570
Debt Sustainability Framework	\$24,250,000
Debt Sustainability Framework	\$11,897,700
Domestic Financing breakdown	
Beneficiaries	\$11,138,400
Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale	\$28,200,000
National Government	\$33,399,600
Co-financing breakdown	
Global Environmental Facility	\$7,636,422
OPEC Fund for International Development	\$15,000,000
To be determined	\$0
Project total financing	\$205,369,462

B. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et principal objectif de la mission

1. Une mission de supervision conjointe du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, conduite par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement du Niger s'est déroulée en République du Niger, du 31 octobre au 16 novembre 2017.
2. Cette mission avait pour objectif général d'apprécier le niveau de mise en œuvre des activités au titre du PTBA 2017. Plus spécifiquement, la mission avait pour objectif de: i) passer en revue les réalisations techniques et financières du Programme depuis la dernière mission de supervision de juin 2017; et ii) identifier les principales contraintes auxquelles fait face le programme et proposer des orientations.
3. Au démarrage, la mission s'est entretenue avec M. Saâdou Bakoye et M. Guessibo Boukari Diamoitou, respectivement Secrétaires Généraux du Ministère du plan et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.
4. Du 2 au 12 novembre 2017, la mission s'est rendue dans les trois régions de la zone d'intervention du programme – Maradi, Tahoua et Zinder – où elle a été reçue par M. Moussa Abdourahamane et Issa Moussa, respectivement Gouverneurs des Régions de Tahoua et Zinder; ainsi que par M. Karimoun Soumana, Secrétaire Général de la région de Maradi.
5. A chaque étape, la mission a tenu une séance de travail avec l'équipe de la Coordination régionale du ProDAF, sous la présidence du Président du Conseil régional et a visité les réalisations du programme sur le terrain. Elle a également échangé avec les acteurs de mise en œuvre et les bénéficiaires. La visite de terrain a été conclue à Maradi par une séance de travail avec les principaux acteurs du programme sur les constats majeurs et les recommandations à ce stade.
6. Les principales conclusions ont été discutées le 14 novembre 2017 à Niamey en réunion restreinte avec les Secrétaires Généraux du Ministère en charge de l'agriculture, du Ministère en charge du plan et de l'Initiative 3N. Enfin, une séance de restitution finale a eu lieu le 16 Novembre 2017 sous la présidence de M. Yakoubou Mahaman Sani, directeur Général de la Programmation du Développement au Ministère du Plan.
7. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République du Niger pour l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités et des populations aussi bien au niveau central que régional.
8. La mission remercie les équipes des URGP du ProDAF et de la CENAT pour les informations fournies, la collaboration et leur disponibilité permanente.

Principales mesures convenues et conclusions

9. Tout au long de la mission, trois points ont retenu l'attention et fait l'objet de nombreux échanges.
 - Au 31/10/2017, sur un montant total de 132 millions de dollars EU constituant l'ensemble des financements extérieurs du ProDAF, 21,974 millions ont été décaissés, soit un taux de 17% (y inclut les avances initiales) après deux années de mise en œuvre. *En conséquence, la performance financière du ProDAF a été jugée plutôt insatisfaisante. La mission recommande aux URGP d'anticiper la mise en œuvre des processus de passation des marchés en année n-1 pour les infrastructures de manière à ce que les engagements des PTBA de l'année en cours soient respectés.*
 - La participation financière globale du Gouvernement (exonérations de taxes incluses) au 31/10/2017 est évaluée à 278 millions FCFA, soit 1,7% de la contribution prévue à la Conception. Face à cette situation, le Gouvernement a indiqué que la situation économique du Pays ne lui permet plus de s'acquitter de la contribution en numéraire de l'Etat aux activités du ProDAF. La mission a toutefois constaté que la non réalisation des activités prévues sur financement de l'Etat affectera le niveau global des indicateurs mais cela n'est pas de nature à affecter la logique du Programme, ni l'atteinte de ses objectifs. *A cet effet,*

les autorités ont exprimé le souhait de discuter davantage avec le FIDA, la possibilité surseoir à ces contributions qui s'élèvent à un milliard de francs CFA en moyenne par an.

- Les URGP ne disposent pas de documents officiels actant la mise à disposition permanente des locaux construits dans le cadre des financements du FIDA à l'usage des projets et des investissements futurs soutenus par le FIDA. Au regard de la situation qu'a vécu la mission à Tahoua, le risque d'affectation de ces locaux à d'autres initiatives de l'Etat est probable et pourrait mettre les projets en cours dans l'embarras. Aussi, la mission a porté cette préoccupation à l'attention des autorités de tutelle. *Faisant immédiatement suite, le Ministère en charge de l'agriculture s'est engagé à prendre les dispositions nécessaires pour sécuriser l'ensemble des investissements faits dans le cadre des appuis du FIDA en matière de construction des sièges des projets afin de garantir leur usage dans ce sens.*
- Les promoteurs de micro-projets rencontrent des difficultés pour obtenir des crédits d'investissement dans le cadre de la mise en place de la petite irrigation à travers le mécanisme de financement à coûts partagés (AS3). Les raisons de blocage identifiées sont: i) l'insuffisance de ressources humaines qualifiées pour analyser les dossiers techniques au niveau des institutions financières (IF), ii) la centralisation des décisions d'octroi de crédit au niveau de Niamey, iii) la faible capacité financière des institutions de financement; et iv) l'hésitation des institutions de financement à augmenter leur encours de crédit pour limiter les risques. En dépit de ces difficultés, *le gouvernement a réaffirmé à la mission que l'approche promue par le ProDAF est une orientation gouvernementale et réitéré son engagement à tout mettre en œuvre pour opérationnaliser cet accompagnement aux promoteurs, notamment à travers de la mise à l'échelle de l'expérience réussie de la région de Dosso en la matière et le refinancement des instituts de micro-finance.*

C. Vue d'ensemble du ProDAF et principaux progrès enregistrés

10. Le Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2017 du ProDAF a reçu la non objection du FIDA en janvier 2017 pour un montant global de 15 725 275 213 F CFA. A la suite de la mission de supervision de Juin, le PTBA a été révisé et a reçu la non objection du FIDA pour un montant de 14 186 791 823 F CFA.

11. La mission note que les taux d'exécution physiques et financiers du PTBA au 31 octobre 2017 sont moyennement satisfaisants comme l'indique le tableau suivant:

Composante	Taux d'exécution physique	Taux d'exécution financière
Composante 1	65%	49%
Composante 2	67%	47%
Composante 3	59%	50%
Moyenne	64%	54%

12. La performance du Programme a été essentiellement affectée par la lourdeur des procédures de passation de marchés et le non-respect des délais par les entreprises des travaux d'infrastructures. L'analyse globale des prévisions en matière d'infrastructures montre toutefois qu'au regard de l'état d'avancement des dossiers des études techniques et des processus de passation des marchés, les cibles à livrer à la fin 2017 seront atteintes.

13. Au 31/10/2017, sur un montant total de 132 millions de dollars EU constituant l'ensemble des financements extérieurs du ProDAF, 21,974 millions ont été décaissés, soit un taux de 17% (y inclut les avances initiales) après deux années de mise en œuvre. En conséquence, la performance financière du ProDAF a été jugée plutôt insatisfaisante. En matière de gestion financière, la mission a évalué le risque fiduciaire associé au projet comme « faible ».

14. Les principales réalisations au titre du PTBA 2017 sont les suivantes:

- **Aménagement des bassins versants (AS1).**

Au 31/10/2017, 4 043 ha (soit 114% des prévisions) d'aménagement de bassin versant et 21 050 ha (soit 77%) de régénération naturelle assistée (RNA) ont été réalisés. Toutefois, la mission note que le système de mise en défens des sites récupérés basé sur un gardiennage bénévole n'est pas soutenable compte tenu de la durée d'attente de 3 ans avant l'exploitation des sites. Par ailleurs, la mission note également que l'ensemble des usagers ne sont pas

systématiquement inclus dans les COGES, entraînant le non-respect récurrent des mises en défens de certains sites et la dégradation des surfaces récupérées.

- **Infrastructures de mobilisation des eaux (AS2).**

Le processus de recrutement des entreprises pour les études et les travaux de construction est achevé ou est en cours pour 4 seuils dans la région de Zinder, 3 dans la région de Maradi et 1 mini barrage dans la région de Zinder. Toutefois, le périmètre en aval de 52 ha à Zinder ne sera plus aménagé.

- **Aménagement des bassins de production (AS3).**

A date, 64 micro-projets pour 82 ha ont été financés. Cette AS fait face à plusieurs blocages, aussi a-t-elle fait l'objet d'une des principales mesures convenues, réaffirmée par le Gouvernement, ci-dessus.

- **Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques (AS4).**

La mission note que 207 Champs écoles (CEP) ont été mis en place au profit de 6 624 apprenants (dont 23% de femmes). Les taux d'adoption des techniques et technologies innovantes par les bénéficiaires sont de 65%. Dans le cadre de l'appui conseil agricole paysan (ACAP), 350 animateurs des groupements d'appui-conseil paysan (GACAP) ont accompagné 3 260 bénéficiaires (dont 26% de femmes). Ce dispositif a permis d'installer de petites parcelles représentant une superficie totale de 1 630 ha et a permis au programme de: i) distribuer des kits intégrant des variétés de semences de mil améliorées et adaptées aux nouvelles conditions climatiques (Sosat, CT 6), des intrants de qualité; et ii) diffuser des bonnes pratiques agricoles (semis en ligne, traitement fongicide des semences, démariage à 3 plants, micro-dose de NPK). La mission note toutefois que le nombre des GACAP reste insuffisant.

- **Amélioration de la petite irrigation (AS5).**

La mission relève que 362 champs écoles paysans maraîchers (CEPM) ont été mis en place et animés au profit de 7 879 maraîchers lors de la précédente campagne de contre saison. Des sessions de formation pour 154 animateurs pour l'encadrement de 112 nouveaux CEPM ont été organisées en vue de la campagne 2017-2018.

- **Amélioration du petit élevage et de l'aviculture (AS6).**

Au 31/10/2017, 41 (soit 100%) nouveaux centres de démonstration d'initiative paysanne en élevage (DIPE) ont été mis en place. Les thèmes techniques diffusées sont bien assimilés et adoptés par les stagiaires. 1 798 (soit 122%) têtes de bétail au titre de Kits des Petits ruminants ont été distribuées. 318 kits caprins ont été mis en place en juin (période de soudure) dans la région de Zinder. Si le coût d'acquisition des animaux a été bas pendant cette période, des difficultés sont apparues pour nourrir les animaux en l'absence de plan de stockage d'aliments-bétail. Au titre de la santé animale, un protocole d'accord et une convention sont mis en place avec Vétérinaires sans Frontières (VSF) - Belgique pour la mise en place de 2 services vétérinaires privés de proximité (SVPP) dans la région de Zinder et 01 à Maradi.

- **Renforcement des capacités (AS7).**

11 conventions avec les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA), les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA), les Commissions Foncières (COFO) et les confédérations ont été signées. Ceci a permis d'appuyer les 20 Associations d'Usagers de l'Eau (AUE) existantes et de démarrer les processus d'intégration des aspects des changements climatiques dans les plans de développement communaux (PDC).

- **Leadership féminin et sécurité nutritionnelle (AS8).**

Dans l'ensemble, le taux d'exécution physique est de 73%: 46 nouveaux centres d'alphabétisation ont été ouverts et 51 sont en cours d'ouverture; 26 Greniers Féminins de Soudure (GFS) ont été opérationnalisés et 22 magasins de GFS sont en cours de finalisation; 149 tonnes de kits intrants ont été distribuées; 360 relais communautaires ont été équipés; 52

activités génératrices de revenus (AGR) sont en cours; et 1 207 jardins de case (JDC) ont été installés.

- **Développement des infrastructures commerciales (AS9).**

Les 3 marchés de demi-gros (MDG) lancés dans le cadre du PASADEM sont entrés en activité. 1 centre de collecte (CC) a été réceptionné provisoirement dans la région de Maradi. 2 maisons du paysan (MP) ont été provisoirement réceptionnées à Zinder et 2 sont en attente de réception provisoire dans la région de Tahoua. Le chantier de MP de Tessaoua dans la région de Maradi sur financement de l'État est toujours en souffrance.

- **Construction des pistes rurales (AS10).**

La situation de l'exécution des activités est la suivante: (a) au titre des travaux: i) l'ensemble des pistes PPI-Ruwanmu ont fait l'objet de réception provisoire: lot 2 (48,54 km) en mars 2017, lot 3 (42,70 km) en juillet 2017 et lot 1 (31,95 km) en septembre 2017; ii) les réceptions provisoires des travaux de 108,44 km de pistes sur guichet PUSADER+ ont été effectuées; et iii) les réceptions définitives de 88,44 km de pistes sur guichet PASADEM dans la région de Maradi ont été effectuées; (b) au titre des études: i) les rapports d'études d'APD et EIES sont disponibles et validés pour 160 km de pistes sur le guichet ProDAF/OFID dans les 3 régions et le DAO provisoire est à valider; ii) les rapports d'études APD et EIES pour les 114 km sur guichet ProDAF/FIDA dans la région de Zinder sont validés et disponibles pour une première tranche de 55 km et le cabinet pour les études de la 2^{ième} tranche de 59 km est recruté et le contrat est en cours d'enregistrement; et iii) l'APD est validé et les EIES et DAO sont en cours de validation pour les 120 km sur guichet ProDAF/FIDA dans la région de Tahoua; (c) au titre du recrutement des entreprises pour les travaux et des cabinets de contrôle: aucune entreprise et aucun bureau ne sont recrutés; le démarrage de ces processus est en attente de la finalisation des DAO et ne pourra être effectif qu'au second semestre de l'année 2018; (d) au titre du recrutement des cabinets pour les études: le processus de sélection de cabinet est en cours pour les études de 98 km dans la région de Maradi avec réception et dépouillement des offres le 14 décembre 2017 sur financement ProDAF/FIDA, ainsi que la sélection du cabinet en charge des études des 59 km restants du guichet ProDAF/FIDA dans la région de Zinder (contrat signé en cours d'enregistrement).

- **Dispositif de gestion des infrastructures commerciales (AS11).**

A la date du 31 octobre 2017, chaque infrastructure visualisée est dotée d'une organisation pour sa gestion et son entretien/maintenance. Ces comités et GIE sont à des niveaux de fonctionnalité différents liés à l'état de l'infrastructure. A part, les infrastructures livrées dans le cadre des projets en phase d'achèvement qui sont dotées de structures fonctionnelles, les GIE et comités de gestion mis en place dans le cadre des infrastructures du ProDAF/FIDA et ProDAF/OFID en cours d'aménagement sont à l'état embryonnaire et ils attendent des formations de renforcement de capacités. Chaque PDE dispose de son cadre de concertation, (soit au total 21), dont la fonctionnalité dépend du niveau d'avancement des infrastructures. En ce qui concerne les pistes rurales, le ProDAF avec l'appui de la DGRR a mis en place 144 des comités villageois de gestion et d'entretien routier (CVGER) qui sont formés et équipés. Tous ces comités qui ont en général moins d'une année d'existence n'ont pas procédé aux entretiens, les infrastructures achevées n'ayant fait que l'objet de réceptions provisoires.

- **Promotion d'activités commerciales au sein des PDE (AS12).**

- ✓ Dans la région de Zinder. 5 structures de gestion des infrastructures commerciales ont été mises en place/redynamisées aux niveaux des PDE de Bandé, Doungou et Guidimouni.
- ✓ Dans la région de Tahoua. Les activités ont porté sur i) la mise en place et l'animation des mini hadin guiwa au niveau de Tounfafi et Guidan Ider, ii) la mise en place et le renforcement des capacités de 3 comités de gestion dans les MDG de Badaguichiri, Karofane et Sabon Gida et 2 dans les plates-formes de Doguéraoua et Kéhéhé. Les études sont en cours pour la construction des centres de collecte de Koumassa et Koundigué dans le PDE de Sabon Guida. Pour ce qui est des pistes, 9 brigades d'entretien routier ont été mises en place, formées et équipées dans les PDE de Badaguichiri et Tabalak.

- ✓ Dans la région de Maradi. Les 3 MDG de Tessaoua, Sabon Machi et Djirataoua sont actuellement opérationnels. Les GIE sont en place, la signature de PPP avec les mairies a été effectuée, les manuels de procédures de gestion des marchés ont été élaborés et le lancement des activités a eu lieu. Après quelques semaines d'activité, les quantités de produits enregistrées sont les suivantes: 2 145 tonnes à Sabon Machi et 5 138 tonnes à Tessaoua. Toutefois, les volumes restent en deçà des prévisions. Par ailleurs, un système d'informations sur les marchés agricoles (SIMA) et de diffusion des informations dans les trois régions a été mis en place. Lors de sa visite au MDG de Tessaoua, la mission a noté sur la place du marché la présence de plusieurs transporteurs qui chargeaient des produits divers et plusieurs autres corps de métiers (charretiers, dockers, manutentionnaires, meuniers, intermédiaires, grossistes, institutions de financement, restaurateurs/trices). Une note de cadrage pour le financement de leurs activités a été élaborée par l'équipe du ProDAF, mais aucun financement n'a été octroyé.

Dans l'ensemble, des entreprises et des bureaux d'ingénieurs conseil ont de faibles capacités dans la cadre de la mise en place des ouvrages, tant en termes de personnel clef et que de matériel de travail. Ceci est à l'origine de défaillances diverses.

• **Intégration régionale des échanges (AS13).**

Les activités suivantes ont été réalisées: i) l'organisation d'un atelier d'échanges entre les Programmes FIDA au Niger et au Nigeria pour la recherche d'une synergie d'actions; ii) la mise en place des dispositifs de collecte des flux transfrontaliers et des tracasseries routières ainsi que cinq (05) rapports y afférents; iii) la mise en place et le renforcement des capacités des trois (03) Cellules techniques locales (CTL) notamment celles de Zinder au Niger et du Daura et Jigawa au Nigeria; iv) l'installation et le renforcement des capacités des deux (02) Comités Nationaux de Suivi des corridors au Niger et au Nigeria; v) l'organisation du premier Road Show à Katsina au Nigeria, en synergie avec le ProFAB sur les résultats de suivi des flux transfrontaliers des produits agropastoraux et l'ampleur des tracasseries routières le long des trois corridors; et vi) l'organisation des deux (02) sessions de formation des acteurs (commerçants, transporteurs) sur les formalités liées au commerce transfrontalier à Maradi et à Zinder.

La principale difficulté est liée au faible niveau de fonctionnalité des CTL du Nigeria, notamment celles de Daura et Jigawa à cause de l'absence des Partenaires Techniques et Financiers pour les soutenir de manière conséquente, en plus des appuis logistiques déjà apportées par les Gouverneurs des Etats fédérés. Il est essentiel que toutes les CTL des corridors fonctionnent avec la même efficacité afin d'améliorer la fluidification des échanges et de réduire les tracasseries.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Appuyer le gardiennage pendant la période de mise en défens sur l'ensemble des sites de récupération des terres sur la base de contrats d'objectifs	AT GRN et URGP	Immédiat	Convenue
Réaliser des voyages d'études d'échange entre les COGES pour leur permettre de capitaliser les bonnes pratiques	AT GRN des URGP	Avril 2018	Convenue
Organiser un forum communal pour les sites où persiste le non-respect des mises en défens, afin d'amener à un consensus entre l'ensemble des usagers du territoire	CCA des URGP	Immédiat	Convenue
Procéder à l'ingénierie sociale permettant le passage des COGES à une convention locale de gestion durable incluant l'ensemble des usagers du territoire pour les sites n'ayant pas d'AUE	CCA des URGP	Immédiat et continu	Convenue
Renforcer l'émergence des nouveaux GACAP en accompagnant les paysans relais issus des CEP à se structurer en groupement	RC 1 / 3 URGP	Continu	Convenue
Accélérer la production des supports harmonisés de formation sur les différentes thématiques à diffuser dans les DIPE	RC 1	Mars 2018	Convenue
Mettre en place les kits caprins entre juillet et septembre	RC 1 / Assistante LFSN, URGP Zinder	Juillet-septembre 2018	Convenue

Intégrer le thème de gestion du fourrage dans les formations en amont des mises en place des kits	RC 1 / Assistante LFSN, URGP Zinder	Février 2018	Convenue
Conduire un diagnostic approfondi, proposer des mesures correctives et élaborer des plans d'action face aux faibles capacités et défaillances des entreprises des travaux et des bureaux d'études et de contrôle	CENAT et 3 URGP	Immédiat	Convenue
Poursuivre le dialogue avec les autorités du Nigeria pour le financement des activités des CTL	CENAT et 3 URGP	Immédiat	Convenue
Renforcer la synergie d'action avec le Programme Régional de Libre des Produits agricoles en Afrique de l'Ouest (ProFAB) et le Programme Gestion des Frontières de la GIZ/UE pour appuyer les CTL du Nigeria	CENAT et 3 URGP	Immédiat	Convenue

D. Exécution du ProDAF

i. Efficacité et orientation vers le développement

Efficacité des orientations de développement

Efficacité

Note: 4

Justification de la note

15. En termes d'efficacité, le ProDaf est jugé modérément satisfaisant. Au 31/10/ 2017, les taux de réalisation physique est de 64% (dont 65 % pour la composante 1; 67 % pour la composante 2 et 59 % pour la composante 3). Cependant, le ProDAF étant une mise à l'échelle du PASADER+, du PPI Ruwanmu et du PASADEM, les résultats acquis suggèrent que le programme devraient atteindre ses objectifs, en dépit des lenteurs liées aux faibles capacités des prestataires, observées jusqu'ici dans la réalisation des infrastructures.

Analyse du cadre logique & point saillants de l'efficacité

16. A ce stade de la mise en œuvre, les effets/impacts sont encore difficiles à quantifier. Toutefois, la mission a pu noter les performances suivantes à l'actif du programme:

- 72 876 ménages touchés après 2 ans (donc 30 000 ménages dans le cadre du PTBA 2017) sur 290 000 prévus à la fin du projet, soit 25,12%.
- Plus de 25 093 ha de terres font déjà l'objet d'une gestion améliorée des sols.
- Une somme de 992 665 764 FCFA a été mobilisée à travers le "cash for assets" au titre de création d'emplois temporaires et amélioration des revenus des ménages bénéficiaires.
- Une production moyenne de 1 587,45 kg/ha de fourrage a été enregistrée sur des sites de traitement de bassin versant dans la région de Maradi.
- 13 369 personnes (dont 4 679 femmes) formées en méthodes et techniques de production agricole vulgarisées à travers les CEP/CEPM et ACAP; le taux d'adoption varie entre 75% et 100%.
- Le taux d'application des méthodes et techniques de production animales est de 100% chez les apprenants des DIPE.
- Le coût de transport est réduit au niveau des pistes mises en utilisation: à titre d'illustration le coût de transport des personnes est passé de 1000 FCFA à 600 FCFA sur le tronçon Tchinkaki – Bagaye et celui des produits est passé de 800 FCFA à 400 FCFA pour un sac de 100 kg sur le tronçon Serkin - Yamma à Maradi.
- Les marges brutes des principaux acteurs économiques ont augmenté de 17% après la construction des pistes.
- Les recettes des communes connaissent une augmentation: à titre d'illustration, les recettes des Communes de Kanan Bakaché, de Kalfou et de Issawane sont passées respectivement de 1 019 300 à 2 015 100 FCFA (+50,58%), de 121 950 à 384 000 FCFA (+31,75%) et de 1 826 500 à 3 552 275 FCFA (+51,41%) sur une période de cinq mois avant et après l'amélioration de la piste.

Orientation vers le développement

Ciblage et atteinte des groupes cibles

Note: 5

Justification de la note

17. Les activités du ProDAF visent les populations vulnérables sur le plan de l'accumulation des biens et de la sécurité alimentaire. Les activités ciblées visent à lever les contraintes majeures qui sont de nature climatique, économique, technique, mais également organisationnelle, notamment la dégradation des sols, le faible accès aux facteurs de production, aux services d'appui conseil, à la finance rurale et aux marchés. Les appuis du programme sont essentielles pour les populations ciblées et impactent directement sur leur conditions de vie. La mise en œuvre de la démarche d'ingénierie sociale est inclusive et permet la participation et l'appropriation des bénéficiaires des appuis du programme.

Points saillants

18. Dans le cadre du PTBA 2017, les activités ont été mises en œuvre dans 4 PDE en phase 1 (Gayi, Guidguir, Mayahi); 3 PDE en phase 2 (Mirriah, Kourafane et Badaguichiri) et 12 PDE en phase 3 (Bandé, DOUNGOU Guidmouni, Tessaoua, Guidan Roundji, Sabon Machi, Djirataoua, Tchadoua, Gourjia, Sabon Guida, Doguéraoua et Tabalak). Les PDE en phase 1 ont démarré par un investissement en ingénierie sociale stratégique conduite avec l'appui des chambres régionales d'agriculture (CRA) et les OP faitières pour préparer les bénéficiaires à participer à la planification, puis à la mise en œuvre des aménagements structurants dans la perspective de leur pérennisation. Les PDE en phase 2 bénéficient en même temps d'une phase intensive d'ingénierie sociale stratégique, et des activités d'appui conseil technico-économique (CEP/CEPM/ACAP, RNA, DIPE, Kit petit ruminant, PI, TBV, AGR etc.) ainsi que des études de faisabilités pour préparer la réalisation d'infrastructures économique en 2018 ou 2019. Les PDE en phase 3 (démarrage des travaux d'ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui conseil technico économique) connaissent à Maradi et Zinder la réalisation de marchés de demi gros, centres de collecte, pistes rurales et vont connaître dans la région de Tahoua le démarrage des premiers travaux de construction de marché de demi-gros et de plateformes commerciales, pendant que toutes les autres activités de restauration de la base productive et d'appui conseil technico économiques y sont conduites (TBV, CEP/CEPM, RNA, ACAP, PI, etc.).

19. En termes de portée, le programme a touché 30 013 ménages dans le cadre du PTBA 2017, soit un total cumulé de 72 876 ménages bénéficiaires après 2 ans de mise en œuvre (25% par rapport à la cible globale du DCP). Cette population est constituée de petits producteurs ruraux très pauvres et plus particulièrement les femmes et les jeunes. Au moins 56% sont confrontés à une période de soudure allant de 5 à 6 mois; et 54% des enfants souffrant de malnutrition chronique, 13% de malnutrition aigüe et 41% d'insuffisance pondérale.

Genre & qualité de la participation des femmes et des jeunes

Note: 4

Justification de la note

20. La « Stratégie de développement équitable et autonomisation des femmes et des jeunes », qui oriente les activités du Programme Niger-FIDA depuis 2013, est globalement connue et appliquée par les équipes. Par rapport au mois de juin, la mission note une hausse de la participation des jeunes femmes aux activités. A titre d'illustration, la participation aux champs-écoles paysans est de plus en plus satisfaisante (17% à Maradi et 18% à Zinder). Cependant, les femmes et les jeunes sont très peu présents dans la promotion de dossiers de micro-projets d'irrigation (jeunes: 0% et femmes: 0% à Maradi et Zinder) et sont en général moins présents dans les activités liées à l'agriculture irriguée par rapport à celles liées à l'agriculture pluviale.

Points saillants

21. La mission note que, dans le cadre des activités de traitement des bassins versants, les quotas de participation des femmes sont atteints uniquement dans la région de Tahoua; les quotas de participation des jeunes sont atteints dans les régions de Tahoua et de Maradi. Malheureusement cette participation n'est généralement pas prise en compte par le système de suivi-évaluation, du fait que cette activité ne cible pas des individus, mais des ménages. En conséquence, les opérateurs ne relèvent que les noms des chefs de ménage, qui sont le plus souvent des hommes. Par contre, dans

la région de Tahoua, la participation des femmes et des jeunes est mise en évidence grâce un mécanisme original développé par l'URGP qui demande à l'opérateur de procéder par tirage au sort du « représentant du ménage » à inscrire dans son registre. Cette solution permet de respecter les quotas demandés.

22. Dans la région de Tahoua, la participation des femmes aux CEPM est globalement assez satisfaisante (26% d'adultes et 11% de jeunes); A Zinder, elle ne constitue que 17% des participants à cette activités. Ces pourcentages de participation aux activités concernant l'agriculture irriguée reflètent au moins en partie la différence de contexte entre les régions de Tahoua d'une part et de Maradi et Zinder d'autre part, où les femmes sont actuellement très peu présentes dans l'agriculture irriguée. Dans la région de Tahoua le quota minimal prévu pour les femmes adultes est atteint (30,77%). Aux autres endroits où elles ont accès à l'irrigation, la mission a noté que de nombreuses stagiaires des champs-école paysans maraichers pratiquent l'irrigation en groupement sur des parcelles prêtées par des particuliers (commerçants, notables des villages). Toutefois, les conditions de ces prêts ne sont pas toujours claires et, dans certains cas elles courent le risque d'être réduites à de simples ouvrières agricoles avec la très grande partie de leur production revenant aux propriétaires des parcelles.

23. Dans les trois régions, aucun jeune n'est promoteur de dossiers de micro-projet d'irrigation. Les jeunes ne disposent généralement pas de moyens suffisants pour accéder au mécanisme de financement à couts partagés. Plus globalement, la mission a également noté que le système de ciblage et suivi-évaluation du ProDAF adopte une définition de la catégorie des « jeunes » inspirée de celle en vigueur dans le système de Nations Unies (15-24 ans), ceci est assez pénalisant. Heureusement, depuis avril 2017, le FIDA s'est doté d'un nouveau système de suivi-évaluation des produits et effets (SYGRI/ORMS) qui prévoit que les programmes pays devraient adopter la définition nationale de la catégorie des « jeunes ». Au Niger celle-ci est 15-35 ans.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Se concerter avec les COFO pour définir la nature des prêts de parcelles accordés aux stagiaires CEPM et les accompagner dans la formalisation de leur accès à la terre (sous forme de prêt ou de location).	Responsable composante + URG	Immédiat	Convenue
Adopter la définition nationale de la catégorie des jeunes, qui s'adapte mieux aux activités promues par le ProDAF.	Responsables S&E + 3 URG + CENAT	Immédiat	Convenue

Productivité Agricole

Note: 4

Justification de la note

24. La composante 1 du ProDAF vise l'amélioration de la productivité à travers la meilleure gestion des ressources naturelles et la promotion des bonnes pratiques et la composante 2 vise l'amélioration de l'accès au marché à travers la mise en place et la meilleure gestion des infrastructures de commercialisation. Ces activités d'appui à la productivité agricoles sont celles qui sont suffisamment avancées et sont appropriées par les bénéficiaires.

Points saillants

25. Le taux d'exécution physique des activités structurantes (AS) de la composante 1 du ProDAF, au 31 octobre, est de 65%, dont respectivement 77% pour la régénération naturelle assistée (RNA) qui vise la récupération des terres dégradées; 100% pour la mise en place des champs école paysan (CEP) et 111% pour la mise en œuvre d'appui conseil agricole paysan (ACAP) qui visent la diffusion des bonnes pratiques agricoles. Par contre, les activités de mobilisation de l'eau qui auraient dues permettre une augmentation des productions irriguées affichent jusqu'ici des faibles taux de réalisation. Heureusement, une amélioration est attendu pour les années avenir. Pour ce qui est de la composante 2, la mise en place des ouvrages accuse quelques lenteurs.

Nutrition

Note: 5

Justification de la note

26. Les activités d'éducation nutritionnelle commenceront en 2018. Cependant, 360 relais communautaires ont été formés et équipés en kits d'information-éducation-communication (IEC) sur la nutrition et en kits de dépistage de la malnutrition infantile dans les trois régions.

Adaptation au changement climatique

Note: 4

Justification de la note

27. L'adaptation aux changements climatiques fait partie des objectifs de développement du Programme. Le Programme a renforcé la résilience des communautés aux principaux effets négatifs du changement climatique mais l'adoption reste moyenne. En effet, le ProDAF a organisé sept sessions de formations/recyclage (soit 100%) sur diverses thématiques (CES/DRS/RNA, gestion de la fertilité des sols, gestion intégrée des ravageurs et techniques de conduite des CEP) et les taux d'adoption des techniques et technologies innovantes par les bénéficiaires sont de 65% dans l'ensemble.

Points saillants

28. Le programme a permis: i) la distribution de kits intégrant des variétés de semences de mil améliorées et adaptées aux nouvelles conditions climatiques (Sosat, CT 6), des intrants de qualité; et ii) la diffusion des bonnes pratiques agricoles (semis en ligne, traitement fongicide des semences, démarrage à 3 plants, micro-dose de NPK).

29. Toutefois, durant les visites de terrain dans la région de Tahoua, la mission a pu noter que: i) la réplication de certaines innovations, apprises en CEP, concernant la gestion de la fertilité du sol sont jugées contraignantes par les femmes car nécessitant de la main d'œuvre extérieure; ii) certaines formations qui auraient dû être assurées par l'INRAN via ses centres régionaux (CERRA) n'ont pas pu être réalisées comme prévues suite à leur manque de réactivité; et le nombre des GACAP devrait être considérablement augmenté pour améliorer de manière significative la résilience des communautés aux changements climatiques.

ii. Durabilité et mise à l'échelle

Institutions et politiques

Note: 5

Justification de la note

30. Pour l'année 2017, le ProDAF a poursuivi son appui à la participation des bénéficiaires aux plateformes d'échange en matière agricole et favorisé leur implication dans les instances de décision à travers la mise en place des cadres de concertation. Le ProDAF a également poursuivi son soutien aux processus d'élaboration et de mise en place des politiques de développement et appuyé le renforcement des capacités des acteurs institutionnels.

Points saillants

31. L'ensemble des activités de RNA et de récupération des sols promu par le ProDAF tout au long de l'année, suscite non seulement l'engouement des populations, mais assure également la durabilité de mise en défens pour la restauration de l'environnement des bassins versants et de production, ce qui constitue un axe majeur de la politique gouvernementale.

32. De même, tout au long de l'année, le ProDAF a pris en charge le dispositif incluant tous les acteurs et les compétences requises qui assure l'approbation et la validation des études aux divers stades de production des rapports et le contrôle, surveillance, suivi et supervision des travaux. Ce dispositif comprend l'ensemble des bénéficiaires directs, les services techniques du MAG/EL, du MEq, MEDD et les structures institutionnelles (Mairies, i3N, Chambre d'Agriculture), en charge des politiques de développement.

33. A travers l'ouverture des 3 marchés de demi-gros de la région de Maradi, le ProDAF a induit un changement dans l'environnement socio-économique des producteurs et autres intermédiaires, mais aussi des communes concernées. A titre d'illustration, la mission a pu apprécier l'engouement des acteurs durant la visite du marché de demi-gros de Maradi.

Partenariats

Note: 4

Justification de la note

34. Le ProDAF a bâti un partenariat multi acteurs impliquant les services techniques déconcentrés de l'Etat, des ONG, le secteur privé et les universités.

Points saillants

35. S'agissant des **partenariats de mise en œuvre**, tous les partenariats prévus pour la mise en œuvre du Programme ont été établis à travers des Conventions opérationnalisées par des plans d'action (annuels et trimestriels) et des TDR. La mission note avec satisfaction l'implication des autorités politiques et administratives des trois régions d'intervention du ProDAF dans l'information et la recherche de solutions à certaines difficultés sur le terrain.

36. La mission a également noté que les modalités de contractualisation avec les STD diffèrent d'une région à une autre et même d'un service à un autre au sein de la même URGP. La mission note enfin que le ProDAF a contractualisé avec huit Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) et un mandataire dans les trois régions et que le processus est assez avancé pour l'installation de quatre autres. Cependant, l'approche entre les trois régions concernant l'implication des SVPP dans la mise en œuvre des Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE) est différente.

37. S'agissant de la **synergie avec les partenaires**, la mission a noté que le ProDAF a noué des partenariats stratégiques avec le PAM (gestion durable des terres), le programme PRACC financé par la Banque mondiale (réalisation de pistes, marchés et centres de collectes au sein des PDE) et participe à un cluster des projets financés par les coopérations Danoise, Suisse et Luxembourgeoise (opérationnalisation du Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle - FISAN). Ces partenariats sont mutuellement bénéfiques.

38. S'agissant des **partenariats scientifiques**, les échanges sont en cours à Tahoua et Zinder pour asseoir un cadre de partenariat avec les Universités implantées dans ces régions et l'URGP de Maradi a mis en place un protocole d'accord et une convention avec l'Université Dan Dicko Dan Kouloudo de Maradi (UNDDDM) essentiellement axée sur le suivi des effets et impacts du Programme dans la région. La coordination dans l'orientation stratégique et la communication interne liées à ce partenariat nécessitent des efforts d'amélioration. La présente mission met à disposition une note de cadrage qui sera finalisée par l'équipe du Programme.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Accélérer le processus de révision et d'harmonisation des éléments constitutifs de l'ensemble des conventions et contrats de mise en œuvre au niveau des trois URGP	CENAT	Immédiat	Convenue
Réévaluer les montants des avances consenties aux prestataires et les indexer aux livrables à très courts termes	URGP	immédiat	Convenue

Capital social et humain et autonomisation

Note: 5

Justification de la note

39. Le ProDAF appuie le renforcement des capacités et la participation des acteurs à tous les niveaux (bénéficiaires, acteurs d'appui à l'exécution et acteurs institutionnels) dans la mise en œuvre des activités. Ainsi, ProDAF appui l'amélioration des aspects suivants qui font partie du capital social et humain et d'autonomisation: "le savoir" qui donne le pouvoir intellectuel (formation dans les champs écoles, alphabétisation des femmes), "l'avoir" qui donne le pouvoir économique (distribution des kits, accès aux facteurs de production, accès au marché), "le pouvoir" qui couvre les aspects socio-politiques (capacités de négociation individuelle ou pour un groupe) et "le vouloir" qui confère un pouvoir interne (meilleure image de soi, confiance en soi).

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 5

Justification de la note

40. Les populations locales et les bénéficiaires sont consultés pour le choix des sites à traiter dans le cadre de l'aménagement des bassins versants, de l'implantation des sites pour les infrastructures de commercialisation et pour les ouvrages individuels. Ils sont également impliqués dans le choix des prestataires de services.

Points saillants

41. A travers les CRA et autres GSC, les bénéficiaires sont sensibilisés et leurs avis sont remontés pour prise en compte. Aussi, toutes les actions du Projet sont précédées de l'ingénierie sociale qui implique une large discussion et des échanges avec les bénéficiaires. Les structures comme les AUE constituent par ailleurs des plates formes d'échanges pour les bénéficiaires utilisateurs des ressources.

42. La participation des femmes et des jeunes aux activités du ProDAF est globalement satisfaisante. Des efforts importants sont fournis par le Projet en terme de parité hommes et femmes ainsi que sur leur implication à toutes les étapes de mise en œuvre à travers une ingénierie sociale permanente et préalable aux actions. A date, la mission note que la contribution des bénéficiaires au financement du Projet a été évaluée à 37 millions FCFA soit 0,6% du montant prévu. Cependant ce faible taux s'explique par le retard dans l'application du mécanisme de financement à coûts partagés des microprojets des producteurs agricoles. Il n'est pas imputable aux bénéficiaires.

Réactivité des prestataires de services

Note: 4

Justification de la note

43. Le ProDAF a sollicité et/ou contractualisé avec différents prestataires de services dans plusieurs domaines: génie civil, génie social, appui-conseil, etc. Au niveau des entreprises de travaux et bureaux d'études, certains se sont avérés performants (prestations fournies avant et dans les délais) alors que d'autres accusent des retards dans l'exécution de leurs contrats. Quant à la mobilisation des services techniques décentralisés (STD) et les conditions de mise en œuvre pour les mêmes prestations, elles sont différentes d'une région à une autre. De plus cette mobilisation sur la base des TDR n'est pas suffisante pour garantir la réalisation effective de la prestation.

Points saillants

44. Le tableau ci-après présente l'appréciation des prestataires de services

Groupe de prestataires	Appréciation	Motifs
Entreprises des travaux	Moyennement satisfaisant	- Travaux réalisés avant et dans les délais contractuels (pour certaines); - Travaux en retard (pour d'autres).
Bureaux d'ingénierie-conseil	Moyennement satisfaisant	- Retards travaux; - Mise en place difficile du personnel clef.
Bureau d'audit externe	satisfaisant	Rapport remis dans les délais
CNSEE	En cours/non démarrée	-
BEEEI	En cours/non démarrée	Convention signée
HC3N	Satisfaisant	Formations techniques et animation des CTR réalisées
Opérateurs techniques pour RNA et ouvrages CES/DRS	Moyennement satisfaisant	Mauvaise estimation des surfaces RNA et ouvrages CES/DRS
ME/DD	Très satisfaisant	Validation REIES
Institutions financières	Insuffisant	Ressources humaines et financières insuffisantes
CRA	Moyennement satisfaisant	A renforcer
INRA/CERRA	Non réalisé	Manque de réactivité
VSF - Belgique	Non réalisé	Retard
DRA, CRA, COFO	Moyennement satisfaisant	Appui 20 anciennes AUE

CNEDD	Satisfaisant	Développement d'un guide national d'évaluation des PDC réalisé
DGRR/ME et DGGR/MAG/EL	Très satisfaisant	Appui ProDAF réalisé (pas de contractualisation formelle)
SVPP et Mandataire	Moyennement satisfaisant	Interventions différenciées à harmoniser

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Constituer une base de données de bureaux d'ingénieurs conseil et d'entreprises de travaux qui ont exécuté avec satisfaction et dans les délais les prestations et les short-lister prioritairement.	Coordo. URGP	31 décembre 2017	Convenue
Harmoniser les conditions de mobilisation des STD au niveau des URGP et formaliser le partenariat de la DGRR/ME et de la DGGR/MAG/EL	CENAT + URGP	31 décembre 2017	Convenue

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 5

Justification de la note

45. Depuis la dernière supervision, le taux d'exécution physique est passé de 31% à 119%. Les activités suivantes prévues dans le PTBA révisé ont été réalisées: i) 2 schémas d'aménagements de bassins versants, ii) 4 043 ha d'aménagement de bassin versant sur 3 552ha prévus (soit 114%); iii) 21 050 ha de Régénération Naturelle Assistée (RNA) sur les 27 350 ha prévus (soit 77%). La mise en place et l'opérationnalisation du système de suivi-environnemental géo-localisé a été formalisée avec le Centre National de la Surveillance Ecologique et Environnementale (CNSEE) au second semestre. De plus, un certificat de conformité a été octroyé au ProDAF par le ministère de l'environnement pour l'ensemble de ces activités, confirmant l'absence d'impact négatif sur l'environnement.

Points saillants

46. **Suivi cartographique.** La mission relève des irrégularités techniques portant sur l'orientation et l'espacement des ouvrages de CES/DRS. De plus, l'estimation des superficies traitées, faite sur la base du nombre d'ouvrages réalisés n'est pas fiable.

47. **Suivi environnemental.** La mission note avec satisfaction que: i) une mission conjointe d'étude de référence est en cours avec le CNSEE; ii) le Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact (BEEEI) a été contractualisé pour la réalisation du suivi de sauvegarde environnementale (CGES, CRPP et PGPP); iii) la formation des agents du ProDAF sur le logiciel Ex ante Carbon Balance Analysis Tool (Ex-Act) pour le suivi de la séquestration carbone a été incluse dans la convention avec le CNSEE du fait des retards enregistrés en raison de l'absence de partenaires qualifiés; et iv) l'analyse quantitative du couvert végétal sera effectuée par photographie aérienne ou satellitaire par le CNSEE du fait que le drone ne peut effectuer qu'un suivi photographique.

48. **Durabilité environnementale.** L'engouement des populations pour l'ensemble des activités de RNA et de récupération des sols assure la durabilité de mise en défens pour la restauration des milieux environnementaux. Par la prise de conscience des avantages écosystémiques de ces espaces, les communautés avoisinantes assurent la durabilité environnementale des sites. Des démarches complémentaires d'ingénierie sociale sont en cours pour l'implication de l'ensemble des usagers temporaires de ces sites afin de pérenniser l'utilisation de ces ressources en tant que bien communautaire.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Relever systématiquement les coordonnées GPS des surfaces d'intervention pour les activités de récupération des terres et de RNA	CCA des URGP	Immédiat et continu	Convenue

Stratégie de sortie

Note: 5

Justification de la note

49. L'implication effective du Ministère de tutelle technique et des principaux acteurs durant la phase de mise en œuvre du programme est une base solide sur laquelle repose la stratégie de sortie du ProDAF. La pérennisation des acquis du programme est assurée tout au long de la mise en œuvre par la participation effective des bénéficiaires à la gestion des infrastructures et le transfert des résultats aux acteurs locaux.

Mise à l'échelle

Note: 5

Justification de la note

50. Plusieurs activités et démarches mises en œuvre par le Projet constituent des aspects déjà mis à l'échelle ou des potentiels de mise à l'échelle. Il s'agit entre autres de:

- La démarche PDE prise en compte par le gouvernement et les conseils régionaux dans les plans de Développement ainsi que par certains partenaires.
- La démarche de DIPE pour la vulgarisation en élevage en cours d'être mise à l'échelle par le Ministère comme guide nationale.
- La réalisation d'infrastructures de marchés comme les MDG déjà avec un partenaire ayant rejoint le Programme constitue un aspect de mise à l'échelle.
- L'intégration sous régionale des échanges transfrontaliers sur laquelle plusieurs partenaires et institutions sous régionales se sont lancés.

iii. Gestion du ProDAF

Qualité de la gestion du ProDAF

Note: 4

Justification de la note

51. Le ProDAF a déjà engrangé de bons résultats qui vont s'améliorer avec la réalisation des travaux des infrastructures. Malheureusement les performances de l'exécution financière elles sont encore à améliorer. Le niveau d'appropriation de la démarche de mise en œuvre des activités n'est pas la même d'une URGP à une autre. Un effort d'harmonisation est nécessaire. La répartition des fonctions entre les cadres principaux, leurs assistant et le personnel stagiaires/ occasionnel n'est pas claire. L'impression générale est qu'il y'a un effectif pléthorique. L'audit des postes de travail et l'évaluation des charges salariales qui a récemment été engagé permettra de clarifier la situation.

Gestion des savoirs

Note: 4

Justification de la note

52. Un plan d'action annuel de communication 2017 existe et est réalisée en concertation entre les URGP et la CENAT mais un plan de Gestion des connaissances tarde à se concrétiser. Le plan d'action en communication soutient tout de même la stratégie de capitalisation et de communication du programme et on note la réalisation de plusieurs actions de communication et la publication des articles mineures. Comme conséquence à la faiblesse dans la capitalisation, les expériences du Programme sont faiblement documentées.

Points saillants

53. Au cours de l'année 2017, le ProDAF (la CENAT et les URGP) a participé à une rencontre sur l'intégration sous-régionale des échanges entre les équipes des Programmes FIDA du Niger et du Nigéria à Katsina. Il a également participé à la formation sur la capitalisation en matière de résilience, organisée par les Agences du système des Nations Unies basées à Rome (FAO, PAM et FIDA). Le spécialiste en communication a développé un plan de communication annuel qui a été validé. L'outil méthodologique « route de l'apprentissage » vient d'être mis en place et a pu d'emblée retenir l'attention d'un public plus large à travers les supports appropriés.

54. Cependant les échanges entre la mission et différents acteurs suggèrent que la vision et l'approche de la gestion des savoirs et communication sont loin d'être communes. Il en résulte que l'implication de certains acteurs et leur collaboration avec l'équipe GdS sont limitées, les contributions que devraient apporter les uns et les autres sont faibles, les supports de communication proposés

sont différents tant sur le fond que sur la forme, etc. La conséquence est que la plupart des produits proposés/réalisés par le ProDAF restent peu ou pas connus du grand public.

Cohérence entre le PTBA et l'exécution

Note: 4

Justification de la note

55. Le PTBA 2017 initial a été jugé trop ambitieux par la mission de supervision de juin 2017. Une telle programmation plombe les performances du programme. Aussi, la mission avait recommandé de réviser le PTBA. La présente supervision a ainsi évalué l'exécution des activités sur la base du PTBA 2017 révisé.

Revue du PTBA

56. Au 31 octobre 2017, le taux des réalisations physiques du PTBA est de 64% en moyenne de l'objectif annuel, dont 65 % pour la composante 1; 67 % pour la composante 2 et 59 % pour la composante 3. Ces taux sont acceptables à 2 mois de la fin de mise en œuvre du PTBA 2017. Plusieurs activités pour lesquelles les réalisations sont en cours relèveront ce taux pour atteindre un niveau plus satisfaisant à la fin décembre 2017. La mission note avec satisfaction que l'exécution de ce PTBA a pris en compte plusieurs anticipations des activités convenues dans le cadre des missions de supervision antérieures particulièrement sur les travaux d'infrastructures. Les processus de passation de marchés ou des études réalisés dans le cadre de ce PTBA contribueront à amorcer la mise en œuvre rapide des travaux en 2018. Hormis les retards dans le respect des délais, les activités et travaux réalisés dans le cadre de ce PTBA sont de qualité acceptable.

57. Le taux de réalisation financière du budget 2017 du ProDAF est de 54%. Par bailleur et par budget, l'exécution financière est la suivante: a) Prêt/Don FIDA et ASAP: 52%; b) OFID: 56%; c) don FEM: 58%. L'exécution budgétaire par composante (par rapport aux prévisions de dépenses) est la suivante: i) composante 1: 49%; ii) composante 2: 47%; iii) composante 3: 50%. Les engagements contractuels à liquider sur le PRODAF ont été évalués à 2 094 milliards FCFA. La mission attire l'attention des URGP et de la CENAT sur la faible performance de l'exécution budgétaire du PRODAF par rapport aux prévisions de dépenses 2017, à deux mois de la fin de l'exercice budgétaire. Cette situation est liée à la mauvaise planification ayant pour conséquence une surestimation des capacités d'absorption des ressources du programme.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA afin d'optimiser la productivité globale du programme, d'améliorer l'efficacité opérationnelle dans l'exécution des contrats et de réajuster la démarche de planification financière du PTBA pour obtenir un budget réaliste et décaissable sur l'exercice budgétaire.	ATN / CF - CENAT	Décembre 2017	Convenue
Accompagner désormais le plan d'action budgétisé semestriel d'un plan de décaissement mensuel permettant de s'assurer de la capacité d'absorption des dites ressources sur la période.	ATN / CF – CENAT	Décembre 2017 et continu	Convenue

Performance du système de S&E

Note: 5

Justification de la note

58. Dans l'ensemble, le dispositif de S&E est en place et fonctionnel. Il est bâti autour du cadre logique (CL) et des programmes de travail et budget annuels (PTBA) et permet de suivre les produits et les effets directs du programme. Il capitalise les données du i) dispositif de suivi de la performance économique et financière des principaux investissements du Programme; et ii) dispositif de ciblage nominatif permettant de suivre systématiquement tous les appuis reçus du programme et l'impact de ceux-ci sur la progression socio-économique de tous les ménages de certains villages échantillons. Il vient de signer un contrat pour la mise en place du logiciel EX-ACT pour l'élaboration de bilans carbone afin de suivre les effets relatifs aux activités d'adaptation au changement climatique.

Revue du système de S&E

59. Les activités liées aux différents types de planification (pluriannuelle, PTBA et plan d'action semestriel) ont été menées et/ou appuyées pour l'année 2017 par les équipes de suivi-évaluation au niveau des URGP et au niveau de la CENAT.

60. Tout au long de l'année, les données ont été collectées (par activité) sur le terrain, à travers des fiches dynamiques de collecte de données par les opérateurs/partenaires, et à travers des registres par les comités villageois de suivi-évaluation (CVSE). Périodiquement, chaque opérateur/partenaire a transmis des fiches papiers consolidées en deux exemplaires à l'URGP. L'équipe du S&E a saisi les données en même temps que ces données étaient validées par l'équipe de la composante technique. Les données ainsi saisies ont permis de renseigner la base de données du S&E et le Système d'information géographique et de générer un tableau de bord pour chaque URGP.

61. Le système informatique est encore en phase de test, mais certaines informations sont disponibles (notamment les indicateurs SYGRI de premier niveau, les indicateurs HC/3N, les cartes thématiques sur les réalisations, etc.), et d'autres peuvent être mises à disposition à la demande,

A date, les études SYGRI et complémentaires d'effet/impact ont été finalisées et validées. Le rapport SYGRI a été transmis sans retard. Les études de référence ont été réalisées.

62. La mission constate avec satisfaction que l'ATN/S&E vient de lancer à travers l'équipe SIG une mesure systématique (combinant GPS et calculs par ordinateur) des superficies traitées dans la région de Maradi, aux fins d'améliorer la qualité des données. S'agissant de l'appropriation du système de S&E et particulièrement du système informatique du S&E par des responsables des composantes du programme, le niveau est à parfaire, comme l'a constaté la dernière mission de supervision.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Etendre les mesures d'amélioration de la qualité des données aux autres activités structurantes et dans les autres régions et rendre ces mesures permanentes	ATNSE/Responsable SIG	Immédiat	Convenue
Accélérer le test des fonctionnalités de la base de données pour que l'application entre en exploitation dans les meilleures délais	ATNSE/Informaticien	Avant le 31 décembre	Convenue
Organiser un atelier de formation après la stabilisation de l'application pour permettre aux différents responsables de composantes de se l'approprier	Informaticien	Début 2018	Convenue

Evaluation du SECAP¹

Note: 5

Justification de la note

63. La note SECAP a permis d'orienter les activités du Programme pour le ciblage et la prise en compte des risques socio-environnementaux. Les COGES existant s'impliquent dans la gestion durable de la ressource pendant la durée du Programme mais l'ensemble des usagers du territoire ne sont pas systématiquement inclus dans les COGES, entraînant le non-respect récurrent des mises en défens de certains sites et la dégradation des surfaces récupérées, et ne permettant pas de garantir une gestion durable au-delà de la vie du Programme.

¹ Procédures d'évaluation sociale, Environnementale et Climatique (SECAP)

Revue du SECAP

64. Les autorités sont pleinement impliquées: i) le Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact (BEEI) a été contractualisé pour la réalisation du suivi de sauvegarde environnementale (CGES, CRPP et PGPP) et l'appui aux Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES); ii) les cadres de sauvegarde socio-environnementale sont réalisés depuis novembre 2016; iii) un certificat de conformité a été octroyé au ProDAF par le ministère de l'environnement selon l'article 31 de la loi n°98-56; iv) une mission conjointe d'étude de référence du suivi-environnemental est en cours avec le CNSEE. Les mesures d'atténuation défini par la Note SECAP sont majoritairement appliquées mais n'ont pas permis d'anticiper pleinement certains impacts (disponibilité en matériel pour la fixation des dunes).

iv. Gestion et Exécution Financière

Décaissements

Taux de décaissement acceptable

Note: générée automatiquement

Justification de la note

65. Au 31/10/2017, les décaissements sur les ressources FIDA (1^{ère} et 2^{ème} PBAS) s'élèvent à 12 109 466 DTS (16,705 millions USD) sur un montant alloué de 69 millions DTS, soit un taux de décaissement en DTS de 17,55% sur les deux allocations du FIDA. Le taux de décaissement effectif du ProDAF (hors avances en cours) est à 11% et jugé « Plutôt insatisfaisant ».

Points saillants

66. Au 31/10/2017, pratiquement 2 ans après sa mise en vigueur, le ProDAF a décaissé 21,974 millions USD soit un taux de décaissement global de 17% des ressources extérieures mobilisées (132 millions USD). Le niveau des décaissements en lien avec des dépenses effectives (10% des décaissements actuels) est faible. Le taux de décaissement par source de financement est le suivant: (a) Prêt/Don FIDA, 17,55% en DTS, (b) ASAP, 28,08% en DTS; (c) OFID, 7,66% en USD; (d) don FEM, 7,01% en USD. La mission a noté que sur les ressources du 2nd PBAS du FIDA aucun décaissement n'a été effectué plus de 1 an après l'entrée en vigueur des Financements. La mission attire l'attention du Programme sur les conséquences possibles du retard sur le décaissement des ressources de la seconde allocation du FIDA, qui excède déjà les délais acceptables.

67. Pour les autres projets du Programme Pays dont la date d'achèvement est prévue respectivement le 30 juin 2018 pour le PPI-RUWAMU et le 31 mars 2018 pour le PASADEM, le taux de décaissement sur le financement FIDA se situe respectivement à 99,97% et 97,72%.

68. La mission a attiré l'attention des URGP et de la CENAT sur la faible performance de l'exécution budgétaire 2017 du ProDAF par rapport aux prévisions de dépenses à deux mois de la fin de l'exercice budgétaire (54%) qui impacte sur les décaissements effectifs. Cette situation est liée à la mauvaise planification ayant pour conséquence une surestimation des capacités d'absorption des ressources du programme. Cela nécessite par conséquent de revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA afin d'optimiser la productivité globale du programme, d'améliorer l'efficacité opérationnelle dans l'exécution des contrats et enfin de réajuster la démarche de planification financière du PTBA pour obtenir un budget réaliste et décaissable sur l'exercice budgétaire.

69. La mission a relevé comme préoccupation, les délais de justification des avances de fonds par les Partenaires d'exécution qui affecte tant les décaissements visualisés sur la période budgétaire que la mobilisation des ressources auprès du FIDA. La mission a préconisé l'élaboration des contrats axés sur les résultats avec des décaissements liés aux livrables et justificatifs à court termes.

70. En vue de réduire les délais de réapprovisionnement du compte désigné, la mission a proposé que le Programme puisse présenter dans la DRF de justification transmise au FIDA, les tranches décaissées au profit des partenaires de mise en œuvre dès sortie des fonds des comptes d'opérations des Coordinations Régionales (dans le cadre de conventions annuelles ou pluriannuelles dont les modalités de paiement prévoient plusieurs décaissements). Toutefois, les prochaines mises à disposition des fonds à chaque partenaire d'exécution resteront conditionnées par la justification de la tranche précédente.

71. Dans la perspective de l'achèvement des Projets PASADEM et PPI RUWANMU, la situation financière des différents financements se présentent comme suit:

- PASADEM: au 31/10/2017, le solde non décaissé sur le Prêt L-I-853 est de 326 322,71 DTS (environ 445 000 USD). Les dettes à solder jusqu'à la date de clôture du Prêt ont été respectivement évaluées à 300 millions FCFA. Il importe de souligner que le plan de dépenses initial au titre de l'exercice budgétaire 2017 sur ce financement a été pénalisé par le décès de l'ordonnateur des dépenses en août 2017; dans ce contexte, l'achèvement anticipé visualisé par la 3e mission de supervision de juin 2017 ne peut donc avoir lieu. Concernant l'avance initiale, le solde à justifier se chiffre à 194 120,52 DTS.
- PPI RUWAMNU: Au 31/10/2017, le solde non décaissé est respectivement de 17 029 DTS sur le Prêt L-I-877 et 3 745 Euros sur le Prêt L-E-14.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Réajuster la démarche de planification financière du PTBA pour obtenir un budget réaliste et décaissable	SAF/URGP; CENAT	Permanent	Convenue
Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA afin d'optimiser la productivité dans la mise en œuvre et améliorer la performance dans la consommation des ressources financières budgétisées	SAF/URGP; CENAT	30/12/2017	Convenue
Améliorer l'efficacité opérationnelle dans l'exécution des contrats afin d'améliorer le niveau des décaissements en aval	SAF/URGP; CENAT	Permanent	Convenue
Accompagner le 2nd plan d'action semestriel 2017 d'un plan de décaissement par mois permettant de visualiser les capacités d'absorption des ressources demandées jusqu'au 31 décembre 2017	SAF/URGP; CENAT	Immédiat	Convenue
Examiner le niveau d'exécution du plan de décaissement adossé au plan d'action semestriel lors des réunions mensuelles de Coordination	SAF/URGP; CENAT	Permanent	Convenue
Elaborer avec les Partenaires d'exécution des contrats axés sur les résultats avec des décaissements liés aux livrables et justificatifs à court termes	SAF/URGP; CENAT	Permanent	Convenue
Présenter dans la DRF de justification transmise au FIDA, les tranches décaissées (dès sortie des fonds des comptes d'opérations des URGPs) sur les conventions annuelles ou pluriannuelles dont les modalités de paiement prévoient plusieurs décaissements	SAF/URGP; CENAT	Permanent	Convenue
Transmettre au FIDA un plan de recouvrement mis à jour de l'avance initiale adossé au plan des dépenses prévues sur le financement PASADEM/FIDA	CENAT	30/11/2017	Convenue
Apurer les dernières dépenses toujours non soldées et préparer une DRF de justification de l'avance initiale sur le Prêt L-E-14 du PPI Ruwanmu	SAF/URGP; CENAT	30/12/2017	Convenue

Aspects Fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 5

Justification de la note

72. La fiabilité et l'exhaustivité de l'information financière générée par le système d'information financière permet une traçabilité des transactions financières du programme, leur rattachement par source de financement et une lisibilité sur les engagements financiers et la trésorerie disponible et attendu du Programme. Le contrôle interne des opérations de comptabilisation, de la gestion de la trésorerie et des actifs du Programme est effectif. La réconciliation entre les saisies de la comptabilité et les décaissements effectués auprès du FIDA est possible. Les opinions des auditeurs sur la gestion du compte désigné est favorable et les ECD ne présentent pas d'anomalies significatives. Les comptes rendus financiers du 1^{er} semestre 2017 et le rapport de l'auditeur interne sont disponibles.

Points saillants

73. La reconduction d'équipes fiduciaires ayant plusieurs années d'expérience sur les Projets FIDA permet une efficacité organisationnelle et des gains d'efficience et de productivité. Les outils de programmation des engagements financiers et de suivi budgétaire des dépenses sont utilisés et maîtrisés. Mais l'absence d'un plan de décaissement a affecté l'estimation financière du budget annuel, qui s'assimilait plus à un budget d'engagement qu'à un budget de dépenses effectives à réaliser au cours de l'exercice budgétaire. Afin d'éviter des préfinancements croisés, pour des activités exécutées en pari passu sur deux financements, la mission a suggéré que la totalité du budget soit décaissé sur un seul des financements et comptabilisé comme tel, en lieu et place d'un préfinancement sur le 2nd financement. La qualité des dépenses exécutées, la recevabilité des pièces de dépenses, la rigueur dans le respect des délais de saisies comptables ont été relevés comme satisfaisants. Les séquences opérationnelles des activités de contrôle, notamment dans les processus d'engagement et de liquidation des dépenses sont respectées. Le contrôleur interne a démissionné en septembre 2017; le processus de recrutement est en attente des travaux de l'audit des charges de fonctionnement sur la pertinence du poste dans un dispositif organisationnel prévoyant également l'intervention d'un auditeur interne (Cabinet d'expertise). Au titre de l'exercice 2017, l'auditeur interne a déposé son rapport du 1^{er} trimestre 2017. Le rapport de 2nd trimestre est en cours de rédaction. Il importe à la lecture des rapports de l'exercice 2016 du Contrôleur interne, de réajuster le Plan de contrôle interne annuel en prévoyant des missions de contrôle, dont la périodicité sera fonction de la nature des activités du Programme. Le niveau de mise en œuvre des recommandations formulées par l'auditeur interne est satisfaisant. Certaines nécessitent une révision du manuel de gestion. La mission a demandé aux URGP et à la CENAT de ne pas perdre de vue la préoccupation sur l'optimisation des dépenses d'investissement productif (plus de 60% des ressources extérieures financent les catégories Travaux, Biens, Services, Intrants, Dons et Subvention), et l'attention à porter sur la corrélation entre les coûts d'opérations et les résultats obtenus en vue d'obtenir une efficience appréciable.

74. Concernant le reporting financier, la mission a noté que les rapports d'activités présentent la situation financière de l'exécution budgétaire de la période couverte; elle a rappelé à la CENAT et aux URGP que la transmission au FIDA du rapport financier intérimaire constitue un élément de performance et il importe par conséquent que chaque URGP établisse son RFI et le transmette à la CENAT pour consolidation au plus tard, 30 jours après la fin du trimestre. La mission a par ailleurs suggéré au SAF de tenir un tableau de bord de gestion pour les réunions mensuelles de coordination.

75. Au vu du montant injustifié sur les mises à dispositions de fonds aux Cadres des URGP et de la CENAT pour des activités (241 millions FCFA), il importe d'appliquer les dispositions du manuel de gestion sur les délais de justification des avances de fonds et de confier la responsabilité de la gestion des budgets des activités sur le terrain (formation, atelier, supervision...) aux agents du service financier à partir de 1.000.000 FCFA.

76. Enfin, concernant les ECD, les dépenses effectuées sont éligibles et les pièces de dépenses sont probantes et recevables. Toutefois, les URGP devront archiver l'ensemble des pièces justificatives des dépenses de formation, suivi/supervision, atelier et demander aux prestataires de faire ressortir sur leur facture le montant HT et la TVA afin de faciliter la comptabilisation des taxes concédées.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Etablir et transmettre au FIDA le Rapport Financier Intérimaire (RFI) du 3eme trimestre 2017 et pour les exercices budgétaires avenir, sur la base de la périodicité indiquée par la LTB	SAF/URGP CENAT	15/12/2017	Convenue
Réajuster le Plan de contrôle interne annuel en prévoyant des missions de contrôle, dont la périodicité est fonction de la nature des activités du Programme et des sous/systèmes d'information	CENAT	Permanent	Convenue
Confier aux agents du service financier (suivant leur disponibilité), la gestion du budget des activités dont le budget excède 1 000 000 FCFA, qui auront aussi à assurer la responsabilité du reporting financier	SAF/URGP CNAT	Permanent	Convenue

Qualité et respect des délais des audits

Note: 5

Justification de la note

77. Le rapport d'audit 2016 du ProDAF a été transmis par DHL le 28 Juin 2017 mais est arrivé en retard au FIDA. Les travaux d'audit concluent que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du ProDAF. Toutefois, le rapport d'audit ne présente pas de i) notes explicatives aux Etats Financiers (Bilan et TER), ii) des relevés et des états de rapprochements relatives au compte désigné et des sous comptes d'opérations. Même si la qualité du rapport d'audit du ProDAF a été jugée « modérément satisfaisante » par la "Revue" effectué par le FIDA/FMD, il a été relevé tout de même que le rapport est conforme aux termes de référence convenus, aux Directives du FIDA et normes d'audit acceptables.

Points saillants

78. Selon l'auditeur, les marchés ont été passés conformément aux procédures de passations de marchés du FIDA et le Code des Marchés Publics (même si quelques manquements ont été observés notamment dans l'application de la procédure de consultation des fournisseurs par rapport à la procédure décrite dans le manuel de gestion: c'est ainsi qu'il a été relevé que la procédure de consultation des fournisseurs adoptée par le ProDAF ne respecte pas l'ensemble des étapes prévues par le manuel de gestion).

79. Concernant le contrôle interne, la mission relève en particulier les observations faites sur le plan annuel de vérification du contrôle interne, des insuffisances dans l'internalisation du manuel de gestion, des insuffisances dans la présentation de certaines factures, la nécessité de systématiser la liste de présence journalière lors des ateliers et un niveau important d'avances de fonds non justifiées par des partenaires d'exécution et/ou le personnel du ProDAF.

80. Par rapport à la gestion interne, le rapport d'audit relève que le registre des contrats n'était pas non seulement à jour, mais aussi leur rapprochement avec la situation détenue par le responsable de la Passation des Marchés en extra-comptable n'était pas effectué. Par ailleurs, sous la période sous revue, il n'y a pas eu de production de rapport portant spécifiquement sur la passation des marchés.

Fonds de contre-partie

Note: 3

Justification de la note

81. Au 31/10/2017, la participation financière globale du Gouvernement (exonérations de taxes incluses) a été évaluée à 278 millions FCFA soit 1,7% de la contribution prévue à la Conception. Par rapport au montant prévu dans le PTBA révisé en juillet 2017 (152 millions FCFA), le montant en numéraire décaissé par le Gouvernement en 2017 représente 105% (160 millions FCA) de ladite prévision.

Points saillants

82. Spécifiquement à l'exercice 2017, sur l'inscription d'un montant de 170 millions FCFA dans la Loi de Finances de l'année 2017, le ProDAF a pu obtenir 160 320 millions FCFA, soit un taux de mobilisation de 94% de l'inscription budgétaire. La mission a noté les efforts du Gouvernement afin de libérer les budgets inscrits malgré un contexte très difficile pour les finances publiques.

83. Concernant la participation financière de l'Etat sous forme de taxes et impôts exonérés, il ressort des livres comptables du Programme, une sous-estimation des exonérations de taxes qui se limite pour l'essentiel à la comptabilisation de la TVA concédée. Il importe d'évaluer l'ensemble des taxes, droits de douane concédées par le Gouvernement sur les marchés des infrastructures (droit d'enregistrement etc.), les prestations intellectuelles (Conventions avec les Partenaires d'exécution) et les acquisitions de matériels, d'intrants et équipements faites afin de donner une lisibilité plus exhaustive sur la participation financière de l'Etat.

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Evaluer l'ensemble des taxes, droits de douane concédées par le Gouvernement afin de donner une lisibilité plus exhaustive sur la participation financière de l'Etat	SAF/URGP; CENAT	Permanent	Convenue

Respect des dispositions de l'accord de financement

Note: 4

Justification de la note

84. De manière globale, les conditions-clé des clauses de l'AF sont respectées à l'exception du niveau de décaissement des fonds de contrepartie en numéraire qui est largement en deçà des prévisions après deux ans de mise en œuvre.

Points saillants

85. Les Etats Financiers 2016 et le rapport définitif de l'audit 2016 ont été transmis respectivement le 27 mars 2017 et le 27 juin 2017. Le rapport financier intérimaire du 1er semestre 2017 n'a pas encore été élaboré et transmis au FIDA. Même si la mobilisation des fonds de contrepartie en numéraire demeure très faible par rapport aux montants budgétisés dans le PTBA, il faut mettre à l'actif du Gouvernement, le décaissement à 94% des ressources inscrites sur le Budget d'Investissement Public 2017 au profit du ProDAF, dans un contexte difficile pour les finances publiques

Revue de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 4

Justification de la note

86. Les procédures de passation de marchés nationales et les directives FIDA sont respectées. Le taux d'exécution des activités prévues dans le PPM 2017 est en moyenne de 56% à cause des lourdeurs dans le processus de passation des marchés. La qualité de l'archivage des dossiers de PM est encore à améliorer. Globalement, l'application des procédures de passation des marchés est en général transparente.

Revue de la passation des marchés

87. L'exécution du PPM 2017 montre respectivement un taux de réalisation des activités prévues de 55% à Tahoua, 57% à Maradi et 58% à Zinder. Des échanges avec les RPM des trois régions il ressort que les activités de passation des marchés sont essentiellement handicapées par la lourdeur dans les procédures de passation des marchés et leur exécution. Ces difficultés relèvent tant de facteurs internes qu'externes. Au niveau interne, on note: a) le manque de pro-activité et de promptitude dans le déclenchement des différentes activités prévues dans le PPM (l'élaboration des expressions de besoins et termes de références), b) le manque de réactivité pour prendre en charge rapidement les dispositions pour l'exécution des contrats (Études des 160 kms de pistes rurales OFID (20 kms pour Zinder, 51 km pour Tahoua et 89 km pour Maradi), contrat approuvé le 09 novembre 2016 et OS donné le 07 février 2017; Etudes des 15 seuils d'épandages dans la Région de Maradi, contrat approuvé le 07 février 2017 et OS donné le 20 mars 2017; Etudes travaux de réalisation mini – barrage (contrat approuvé le 31 octobre 2016, soit plus de 12 mois) à Zinder); c) des retards dans l'exécution des contrats (Études des 55 kms de pistes rurales FIDA (contrat approuvé le 1er novembre 2016, soit plus de 12 mois) à Zinder; Études de sept (07) seuils d'épandage, à Tahoua, dont l'ordre de service a pris effet depuis le 16 janvier 2017 et jusque-là le DAO n'est pas finalisé (10 mois consommés pour un délai contractuel de 3 mois)). Par rapport aux facteurs externes, on relève des lenteurs administratives importantes dans l'obtention des avis de conformité à donner sur les dossiers d'appels d'offres, de présélection, de demande de proposition et sur les résultats d'adjudication, les signatures des lettres de notification, les visas sur les avis d'appels d'offres. L'analyse des délais d'exécution montre des délais variant entre: i) 9 à 33 jours pour signatures lettres de notification, ii) 5 à 38 jours pour les visas des avis d'appels d'offres; iii) 22 à 103 jours pour les avis de conformité. D'autres facteurs constituant des goulots d'étranglement sont: les délais d'obtention de l'avis de conformité préalablement à l'introduction de la demande de non objection au FIDA (alors que

pour les projets passés, les démarches d'avis de conformité et non objection étaient conduites simultanément) et, de la saisie des marchés dans le Système d'Information et de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) dont des défaillances de conception ont induit des blocages des demandes d'avis de conformité introduites par le ProDAF (blocage allant jusqu'à 73 jours). Cette situation a été portée à l'attention du Ministère de tutelle qui a rassuré la mission sur sa volonté de faciliter l'accélération des étapes de passation des marchés. Toutefois la mission recommande aux équipes de projet d'anticiper davantage sur la préparation des dossiers de marchés

Actions	Responsable	Date limite	Statut
Anticiper sur le lancement des marchés et faire un suivi rapproché afin de respecter les dates prévisionnelles des différentes séquences telles qu'inscrits au PPM	Resp. Compo. URGP; CENAT	Permanent	Convenue

E. Pertinence

Pertinence

Note: 6

Justification de la note

88. Le ProDAF est très pertinent au regard de sa cohérence avec les politiques et stratégies sectorielles de la sous-région, du Niger et avec les stratégies du FIDA, ainsi que par rapport aux réponses qu'il apporte aux besoins des populations rurales pauvres de sa zone d'intervention.

89. Le ProDAF est pertinent dans son ambition d'assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à travers l'augmentation des revenus des exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Cette pertinence trouve sa justification dans la persistance de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire en milieu rural au Niger.

Points saillants

90. Le ProDAF s'inscrit dans les orientations des politiques régionales agricoles notamment: i) le cadre stratégique de Sécurité Alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté (CSSA) du CILSS; ii) la politique agricole de l'UEMOA (PAU); et iii) la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP).

91. Le ProDAF est en cohérence avec le Programme d'Option Stratégique du FIDA pour le Niger (COSOP) 2013-2018 prorogé à 2021. Il est également en cohérence avec la stratégie de ciblage, du genre, et de changement climatique du FIDA. Il est aligné sur les instruments de politique de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier au secteur agricole: i) la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035 promue par le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire; ii) le Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015 revu pour la période 2017-2021; et iii) la Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN), l'Initiative 3N (i3N) et le Plan d'action de 2016-2020 de l'Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable.

92. Enfin, Les activités du programme, principalement la récupération des terres, la promotion des techniques de production et la mise en place des infrastructures de commercialisation sont très appréciées par les bénéficiaires.

F. Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators	Baseline	Mid-Term	End Target	Means of Verification	Frequency/Responsibility	Assumptions	Project Yr 2 (2016)	Project Yr 3 (2017)
Year Targets	Year Results	Cumulative	Year Targets	Year Results	Cumulative				
Outreach ProDAF	1.b Estimated corresponding total number of households members			273 667				25 624	33 863
	1.a Corresponding number of households reached							33 863	
	Non-women-headed households - Number			261 626				-	-
	Women-headed households - Number			12 041				-	-
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project			1 915 669				-	-
	Indigenous people - Number							-	-
	Male - Number			1 340 958				111 817	128 463
	Not Young - Number			766 268				-	-
	Non-Indigenous people - Number							-	-
	Young - Number			574 701				-	-
	Females - Number			574 701				67 551	108 578
Project Goal	Contribution à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les capacités de résilience				Rapports UNICEF et PAM		La stratégie d'accélération de l'IGN est opérationnelle et harmonisée avec le PNK		
	1.1 Réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois	52		51	Enquêtes d'impact SYGRI			-	-
	1.2 Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages cibles				Enquêtes d'impact SYGRI			-	-
	290 000 ménages ont bénéficié des services du programme				"Rapport INS, ISN			33 863	33 863
	Ménages bénéficiaires des services programmés - Number		195 000	290 000	Enquêtes d'impact SYGRI			70670	35013
	Augmentation en moyenne de 30% de la marge brute additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (milliards de CFA 36,000/ha à CFA 46,800/ha)				STD et études spécifiques			-	-
	Augmentation en moyenne de 30% de la marge brute additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (milliards de CFA 36,000/ha à CFA 46,800/ha)				Effet/Impact - Rapports			-	-
	Pour l'objectif, une marge brute en moyenne de CFA 1,7 million/ha dans les 7 500 ha irrigués	36 000	40 000	48 000	"Rapport INS, ISN			-	-
	240 000 producteurs/richeurs agricoles ont amélioré leur résilience au changement climatique	284 538	1 000 000	1 700 000	Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaires			-	-
	Producteurs agricoles ayant amélioré leur résilience au changement climatique - Number		150 000	240 000	Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaires			-	-
Outcome	Producteurs/richeurs agricoles ont amélioré la productivité de leurs terres (a) (15 519 ménages)				Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaires		"Conditions climatiques favorables"		
	Producteurs/richeurs agricoles - Number of people		120 000	240 000	Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaires		"Conditions agro-phyto-sanitaires favorables"		
	Producteurs/richeurs agricoles bénéficiant d'un accès garanti à l'eau				"Rapports partenaires,		"Partenariat efficace des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation"		
	Producteurs/richeurs agricoles ayant accès à l'eau - Number of people		18 000	36 000	STD et études spécifiques		"Le système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel"	71	89
	Petits éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel				Dispositif analytique économique et financière			89	10
	Petits éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel - Number of people		18 000	30 000	Dispositif EX-FACT de la FAC			89	99
	Tonne en CO2/ha/an séquestrée ou dont l'émission a été évitée		0.98	1.4				-	-
	Tonne en CO2/ha/an séquestrée ou dont l'émission a été évitée							-	-
	Groupes de gestion des ressources naturelles opérationnels (AUE, CODES sites, ...)							-	-
	Groupes de gestion des ressources naturelles - Number		150	298				-	-
Output	1.1 Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales				Rapports prestataires			-	-
	Basins versants améliorés - Area (ha)		20 000	30 000	Rapports des STD (environnement, hydraulique)			2 321	2 321
	Ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités (par type)				SIG			3 252	3 570
	Ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités - Number		75	150				3 570	5 891
	Petites éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel ou remis en état - (RAS)							-	-
	Petites éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel ou remis en état - (RAS)		4 000	7 000				3	47
	Petites éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel ou remis en état - (RAS)							6	3
	Petites éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel ou remis en état - (RAS)							-	-
	Petites éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel ou remis en état - (RAS)							677	-
	Petites éleveurs/récolteurs en état d'une augmentation de leur cheptel ou remis en état - (RAS)							600	82
Output	1.2 Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées				Rapports des prestataires et des STD			-	-
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							-	-
	Groupes de gestion des ressources naturelles - Number		150	298				-	-
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services							-	-
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Number			20 546				-	-
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people			29 351				-	-
	Not young people in rural areas accessing financial services - credit - Number			20 546				-	-
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people							-	-
	Women in rural areas accessing financial services - savings - Number							-	-
	Young people in rural areas accessing financial services - savings - Number							-	-
Output	1.3 Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages				Rapports des prestataires et des STD			-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number		675	1 350				-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
	Groupements de femmes (MMD) sont créés/réhabilités - Number							-	-
Outcome	2: Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers				SIG			-	-
	Producteurs/richeurs agricoles appuyés utilisent les centres de collecte satellites et/ou marchés de demi-gros							-	-
	Producteurs/richeurs agricoles - Number		96 000	240 000				-	-
	Augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les 21 marchés réhabilités							-	-
	Augmentation des volumes de transaction des produits agricoles - Percentage (%)		12	30				-	-
	Coverité pour améliorer le commerce transfrontalier le long des 3 corridors							-	-
	Coverité - Number		12	17				-	-
	2.1.8 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated							-	-
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number		10	18				-	-
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number		6	9				-	-
Output	2.1 Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones				"SIG - Rapports des prestataires de services			-	-
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Number				Canal des risques climatiques - PDC/PA des communes"			-	-
	2.1.9 Roads constructed, rehabilitated and upgraded				"Rapports des prestataires de services et			-	-
	Length of roads - Length (km)		400	850	Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de gestion des infrastructures financées par le programme				Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de gestion des infrastructures - Number		27		Rapports des prestataires de services			-	-
	Réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et légalisés				Rapports des prestataires de services			-	-
	Réseaux de brigades d'entretien routier - Number		6	8	Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)				Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de commercialisation - Number		15	40	Rapports des prestataires de services			-	-
Output	2.2 Les pistes rurales				Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de gestion des infrastructures financées par le programme				Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de gestion des infrastructures - Number		27		Rapports des prestataires de services			-	-
	Réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et légalisés				Rapports des prestataires de services			-	-
	Réseaux de brigades d'entretien routier - Number		6	8	Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)				Rapports des prestataires de services			-	-
	Groupes de commercialisation - Number		15	40	Rapports des prestataires de services			-	-
	Institutions financières participant au programme (par type)				Rapports des prestataires de services			-	-
	Institutions financières - Number				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
Output	2.4 Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-
	Dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place				Rapports des prestataires de services			-	-

Appendice 1: État d'avancement matériel par rapport au PTBA au 31 octobre 2017

Rubriques	Unité	Réalisations 2016	Cibles PTBA 2017	Réalisations PTBA 2017	TR PTBA 2017	Cible Globale	Cumul réalisations	Taux cumulé
Composante A: Renforcement durable de l'Agriculture familiale								
Activité Structurante (AS) 1: Aménagement des Bassins Versants (BV)								
Récupération des terres dégradées et traitement des bassins versants contre l'érosion	Ha	1 452	1 632	2 059	126%	9 568	3 511	37%
Traitement des bassins BV contre l'érosion et le ruissèlement	Ha	869	910	982	108%	6 367	1 851	29%
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	0	400	365	91%	1 950	365	19%
Confection de Haies vives	Ha	0	50	108	216%	400	108	27%
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	0	560	529	94%	2 500	529	21%
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	0	27 350	21 050	77%	193 425	21 050	11%
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux								
Etudes mini barrages	Nbre	0	5	0	0%	7	0	0%
Mini barrages	Nbre	0	1	0	0%	7	0	0%
Etudes seuils d'épandages type 1 & 2	Nbre	0	40	20	50%	139	20	14%
Seuils d'épandage type 1 en série	Nbre	0	32	0	0%	134	0	0%
Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre	0	2	0	0%	5	0	0%
Etudes aménagements des mares	Nbre	0	1	0	0%	4	0	0%
Aménagements des mares	Nbre	0	0	0		4	0	0%
AS3. Aménagement des bassins de production								
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	55	0	0		400	55	14%
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	0	0	0		1 100	0	0%
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	0	600	82	14%	2 500	82	3%

Rubriques	Unité	Réalisations 2016	Cibles PTBA 2017	Réalisations PTBA 2017	TR PTBA 2017	Cible Globale	Cumul réalisations	Taux cumulé
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	0	0	0	PP	700	0	0%
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques								
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	74	133	133	100%	845	207	24%
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	900	1 470	1630	111%	12 425	2 530	20%
AS5. Développement des cultures irriguées								
Ateliers de formation/recyclage	Nbre		7	7	100%			
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	251	112	0	0%	821	251	31%
AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage								
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	0	2	0	0%	6	0	0%
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	0	1	0	0%	18	0	0%
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	45	41	41	100%	210	86	41%
Octroi kits animaux (caprins et volailles)	Kits	0	1 475	1798	122%	6 840	1798	26%
AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel								
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations	Nbre	9	12	11	92%	23	20	87%
AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle								
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	0	36	14	39%	90	14	16%
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	0	600	200	33%	3 700	200	5%
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Kg	66 758	112 150	93 400	83%	515 400	160 158	31%
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	73	122	52	43%	320	125	39%
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	0	523	360	69%	1 200	360	30%
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	58	97	46	47%	360	104	29%

Rubriques	Unité	Réalisations 2016	Cibles PTBA 2017	Réalisations PTBA 2017	TR PTBA 2017	Cible Globale	Cumul réalisations	Taux cumulé
Composante B: Accès aux marchés								
AS9. Développement des infrastructures commerciales								
Marchés de Demi Gros (MDG) (démarrage/construction)	Nbre	1	2	0	0%	16	1	6%
Maisons de Paysans (MP)	Nbre	3	8	2	25%	9	5	56%
Plates-formes de commercialisation	Nbre	0	6	0	0%	6	0	0%
Centres de collectes Satellites (CCS)	Nbre	0	4	1	25%	18	1	6%
AS10. Pistes rurales								
Travaux neufs	Km	7	100	84	84%	511	91	18%
Travaux réhabilitation	Km	18	0	0		188	18	10%
AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures								
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	1	3	2	67%	4	3	75%
AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE								
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Groupe	0	21	0	0%	750	0	0%
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	3	8	4	50%	16	7	44%
Financement des promoteurs	Nbre	0	1	0	0%	9 641	0	0%
AS13. Développement des échanges transfrontaliers								
Mise en place d'une cellule technique locale et du corridor Tahoua-Sokoto-Kebbi-Zanfara	Appui	0	4	2	50%	11	2	18%

Appendice 2: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds; par composante et décaissements par catégorie

Table 2A: Mobilisation des fonds par source de financement

Source de financement	Décaissements (USD '000)	Financier Appraisal (USD '000)	Pourcentage décaissé
Prêt/Don FIDA ¹	96 989	16 705	17%
Don ASAP	12 970	3 584	28%
OFID	15 000	1 149	8%
FEM-PAI	7 636	536	7%
Gouvernement	33 400	547	2%
Bénéficiaire	11 138	74	1%
Total	177 133	22 595	13%

Table 2B: Réalisations financières par source de financement et par composante

	FIDA (allocation du PBAS 2013/2015)				ASAP				FEM			
	Montant approuvé (USD)	Montant effectif CFA	Montant effectif (USD)	%	Montant approuvé (USD)	Montant effectif CFA	Montant effectif (USD)	%	Montant approuvé (USD)	Montant effectif CFA	Montant effectif (USD)	%
Composante 1	24 760 455	4 038 753 500	8 077 507	32,62	11 487 700	1 547 902 500	3 095 805,00	26,95	6 704 000	232 162 791	460 522	6,87
Composante 2	17 650 206	2 187 322 500	4 374 645	24,79			-					
Composante 3	6 084 194	2 126 406 000	4 252 812	69,90	1 482 800	273 159 500	546 319	36,84	932 400	22 656 522	44 942	4,82
Total	48 494 855	8 352 482 000	16 704 964	34,45	12 970 500	1 821 062 000	3 642 124,00	28,08	7 636 400	254 819 313	505 463	6,62

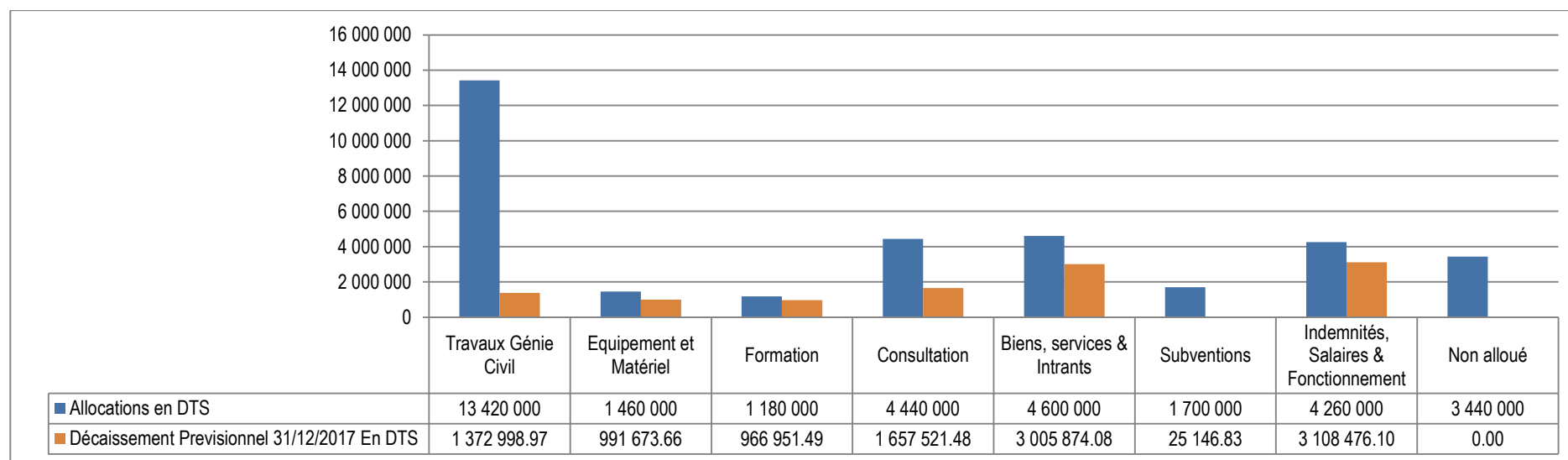
OFID				ETAT				BENEFICIAIRES				TOTAL TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT			
Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%
				14 800 000	58 000 000	115 049	0,78	9 900 000				67 652 155	5 876 818 791	11 748 883	17,37
14 250 000	479 115 000	958 230	6,72	14 600 000	186 000 000	368 952	2,53	1 238 000	37 134 000	73 660	5,95	47 738 206	2 889 571 500	5 775 487	12,10
750 000	51 730 000	94 770	12,64	4 000 000	32 000 000	63 475	1,59					13 249 394	2 505 952 022	5 002 318	37,76
15 000 000	530 845 000	1 053 000	7,02	33 400 000	276 000 000	547 476	1,64	11 138 000	37 134 000	73 660	0,66	128 639 755	11 272 342 313	22 526 687	17,51

Table 2C: Décaissements Prêt/Don¹ FIDA (SDR 31/10/2017)

Cat	Description	Allocations en DTS	Décaissement					Solde	
			Décaissement en DTS suivant LGS au 31/10/17	%	Décaissement En attente		Décaissement Prévisionnel DTS	Solde en DTS	%
					DRF en FCFA	DRF en DTS			
	Avance		4 722 285,90						
1	Travaux Génie Civil	13 420 000	475 656,97	3,54%	673 006 500	897 342,00	1 372 998,97	12 047 001,03	10,23%
2	Equipement et Matériel	1 460 000	568 542,66	38,94%	317 348 250	423 131,00	991 673,66	468 326,34	67,92%
3	Formation	1 180 000	645 042,47	54,66%	241 431 765	321 909,02	966 951,49	213 048,51	81,95%
4	Consultation	4 440 000	1 008 343,79	22,71%	486 883 265	649 177,69	1 657 521,48	2 782 478,52	37,33%
5	Biens, services & Intrants	4 600 000	2 179 975,47	47,39%	619 423 956	825 898,61	3 005 874,08	1 594 125,92	65,35%
6	Subventions	1 700 000	2 480,16	0,15%	17 000 000	22666,66667	25 146,83	1 674 853,17	1,48%
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	4 260 000	2 507 138,38	58,85%	451 003 289	601 337,72	3 108 476,10	1 151 523,90	72,97%
	Non alloué	3 440 000		0,00%			0,00	3 440 000,00	0,00%
	TOTAUX	34 500 000	12 109 465,80	35,10%	2 806 097 025	3 741 462,70	15 850 928,50	18 649 071,50	45,94%

¹ PBAS 2013/2015

Figure 1: Décaissements du Prêt/Don FIDA: comparaison entre les allocations et le décaissement prévisionnel



Appendice 3: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section B	i) L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du projet pour un montant de 33,4 millions de dollars (USD), représentant: a) l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Projet pour 18,6 millions; b) un montant en numéraires de 14,8 millions; ii) L'emprunteur ouvre un compte désigné en F CFA dans une banque acceptable par le FIDA	Démarrage	Les fonds de contrepartie mobilisés ont été évalués à 278 millions FCFA depuis le démarrage. Au titre de l'exercice 2017, sur l'inscription d'un montant de 170 millions FCFA le Gouvernement a libéré 160,320 millions FCFA, soit un taux de mobilisation de 94%	Disposition très partiellement respectée.
Section C	L'agent principal du Programme est le Ministère de l'Agriculture La date d'achèvement est fixée au huitième anniversaire de la date d'entrée en vigueur	Démarrage	L'autorité tutélaire reste le Ministère de l'Agriculture	Disposition respectée
Section D	L'Accord de Financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'Emprunteur	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un Compte Désigné a été ouvert à Niamey et 3 comptes d'opérations ouverts à Maradi, Tahoua et Zinder	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n° 1576 du 24 janvier 2014. Application des procédures nationales	Disposition respectée

Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Une police d'assurance maladie couvre le personnel, une autre se réfère aux matériels de transport (véhicules et motos) et les bâtiments. Par contre, aucune police n'assure la couverture des autres éléments d'actifs	Disposition partiellement respectée
Section 7.01b	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	Le PTBA 2017 a été intégré dans le PTBA consolidé du ProDAF soumis et approuvé par le FIDA	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestriellement	Les rapports trimestriels sont régulièrement envoyés	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à tiers-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Non échue	Terme non encore échu	Disposition non échue
Section 9.02	L'Emprunteur remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, ressources, et des dépenses relatives au projet	Avril 2017	Les états financiers du projet ont été présentés	Disposition respectée
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2017	Rapport d'audit du ProDAF attendu le 30 juin 2017 après la présente revue. Les rapports des autres projets soumis dans les délais	Disposition en cours
Section 11	Le projet doit être exempté de tout impôt	Chaque année	Sur l'échantillonnage analysée dans le cadre de la Revue des ECD, les dépenses sont exécutées HT	Disposition respectée

Appendice 4: Analyse de l'environnement technique du ProDAF

Note sur les partenariats de mise en œuvre

A. Partenariat global (sur la base du travail fait lors de la dernière mission de supervision)

Sur la base des observations et propositions de la mission de supervision de Juin 2017, la CENAT a engagé un processus de concertation avec les trois URGP en vue de l'organisation d'un atelier regroupant l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du Programme sur la détermination de livrables afin que les contrats 2018 puissent évoluer vers des contrats orientés vers les résultats. Il avait également été recommandé aux trois URGP d'assister les prestataires dans l'élaboration des budgets basés sur les résultats. Le processus engagé n'a malheureusement pas été conduit à son terme.

Afin d'aller plus vite et d'arriver à une harmonisation des conventions au titre du PTBA 2018, il serait judicieux d'organiser un **atelier d'écriture** de deux jours regroupant des représentants des principales catégories d'opérateurs (ONG nationales, ONG locales, STD, Fautières) et des cadres du ProDAF (CENAT et URGP). Les participants seront répartis en quatre à cinq groupes pour procéder à une relecture et une révision/amendements des documents contractuels actuels.

A. Revue des activités du PTBA 2017

1. Evaluation du niveau de mise en œuvre des conventions et contrats d'objectifs par rapport au PTBA 2017

La stratégie d'intervention du ProDAF est basé sur le faire-faire, ce qui se traduit par la multiplicité et la diversité des partenaires parmi lesquels on dénombre des ONG internationales, nationales et locales, des organisations faitières, des groupements de service, des prestataires privés, des services techniques déconcentrés de l'Etat, etc...

Le tableau ci-dessous présente le cas de la région de Maradi, un état des conventions selon les catégories d'acteurs et la nature des conventions.

	Structures partenaires	Domaine d'intervention	Type convention	Modalités paiement	
				Actuelles	Proposition
1	CRA	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les moyens	Trois tranches: - 40% - 40% - 20%	Trois tranches basées sur les programmes prévisionnels et les besoins réels en rapport avec les livrables du plan d'action
2	Fédérations (3)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les moyens		
3	STD (Elevage)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Supervision, • Mise en œuvre, • Contrôle qualité 	Convention basée sur les moyens		
4	STD (Agriculture)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Supervision, • Contrôle qualité 	Convention basée sur les moyens		
5	STD (Environnement)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Supervision • Contrôle qualité 	Convention basée sur les moyens		
6	STD (Alphabétisation)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation • Supervision • Contrôle qualité 	Convention basée sur les moyens		
7	Institutions financières (3)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les		

			moyens		
8	SVPP (2)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les livrables		
9	Karkara	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les livrables		
10	AREN	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les livrables		
11	AcSSA Afrique Verte	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les livrables		
12	ONG locales (6)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les livrables		
13	Marchés ruraux de bois (3)	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation, • Mise en œuvre 	Convention basée sur les livrables		

Il ressort ainsi que sur vingt-deux prestataires, neuf conventions sont basées sur les moyens (41%), treize autres conventions étant basées sur des livrables (51%). Parmi les prestataires dont les conventions sont basées sur les moyens, on retrouve principalement les services techniques de l'Etat, la CRA, les fédérations et les IF.

Dans le cas des services techniques de l'état, L'URGP de Tahoua a opté pour une formule de convention avec les directions régionales avec des indications assez précises sur la contribution des services départementaux et communaux. L'URGP de Zinder a adopté la pour une formule de conventions spécifiques pour les différents niveaux hiérarchiques, ce qui remet en cause le principe de l'unicité de la chaîne hiérarchique.

Certaines conventions passées avec les services de l'élevage sont élargies à la mise en œuvre des activités, les plaçant ainsi dans une position de juge et partie.

La mission de supervision de juin 2017 avait recommandé de faire évoluer les conventions basées sur les moyens vers des conventions basées sur des livrables. Cette situation n'a pas connu aucune évolution très significative au titre du PTBA 2017. Il faut cependant souligner qu'une concertation a été engagée entre les URGPs et les IF, en vue de faire évoluer la convention (cf. réunion du 06 novembre 2017 entre l'URGP/Zr, la CRA et l'agence BAGRI). La situation n'a pas non plus connu de changement en ce qui concerne la mise en œuvre des activités par certains services de l'élevage notamment dans la région de Maradi.

2. Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision du ProDAF (juin 2017)

Le tableau ci-dessous présente une synthèse de la mise en œuvre des mesures convenues à l'issue de la mission de supervision de juin 2017.

Mesures convenues	Responsabilité	Projet / URGp	Délai convenu	Etat de mise en œuvre
1 Rattacher le spécialiste en communication au niveau de la CENAT pour une meilleure mise en œuvre de la stratégie de communication	Management du Programme	ProDAF	30/09/2017	Non réalisée
2 Organiser un atelier regroupant l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du Programme sur	CENAT	ProDAF	30/09/ 2017	Le processus interne amorcé par la CENAT n'a

	la détermination de livrables afin que les contrats 2018 puissent évoluer vers des contrats orientés vers les résultats.				pas été conduit à son terme
3	Organiser des rencontres mensuelles entre les URGP et les responsables des structures partenaires pour échanger sur les questions relatives à la gestion technique et financière des contrats	URGP	ProDAF	31/08/2017	Des rencontres ponctuelles sont organisées sur des questions urgentes
4	Veiller au respect strict par les opérateurs des engagements contractuels en ce qui concerne le niveau de qualification des ressources humaines affectées à la mise en œuvre de la convention	URGP	ProDAF	30/09/2017	Aucune évaluation des compétences du personnel des prestataire n'a été réalisée
5	Veiller au respect des engagements contractuels des prestataires	Partenaires de mise en œuvre	ProDAF	30/09/2017	Recommandation mise en œuvre pour les conventions basées sur des livrables Aucune action réelle pour les conventions basées sur les moyens
6	Assister les prestataires (chargés des programmes et comptables) dans l'élaboration des budgets basés sur les résultats	URGP	ProDAF	31/10/2017	Le processus n'a pas été conduit à son terme (cf. point 2)
7	Veiller au respect strict des missions régaliennes des services techniques dans l'élaboration des conventions	URGP	ProDAF	31/10/2017	Effectif pour l'agriculture, l'environnement et l'alphabétisation. Pas totalement effectif pour l'élevage

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus, que sur les sept recommandations, cinq ont connu un début de mise en œuvre. Deux recommandations n'ont enregistré aucune avancée: (i) le rattachement du spécialiste en communication à la CENAT; (ii) le respect strict par les opérateurs des engagements contractuels en ce qui concerne le niveau de qualification des ressources humaines affectées à la mise en œuvre de la convention

3. Analyse des contraintes de mise en œuvre des partenariats avec les opérateurs et propositions de solutions

A la lumière des échanges avec différents acteurs, il y a surtout lieu de porter une attention particulière aux conventions qui concernent les trois partenaires suivants:

- Conventions avec les Institutions Financières
- Convention avec les CRA

- Conventions avec les STD

3.1. Conventions avec les Institutions Financières

Le PTBA 2017 prévoit la mise en valeur de 600 ha de parcelles maraîchères sous forme de dossiers de microprojets individuels ou en groupements à travers le nouveau mécanisme de financement à coût partagé des Microprojets (MP). Au passage de la mission de supervision en novembre 2017, seulement 82 ha ont été aménagés soit un taux de réalisation de 14%. En effet, sur environ 800 dossiers de demande de financement reçus par les agences régionale des IF, seuls une soixantaine de dossiers ont été financés au 15/10/2017. Certains irrigants ont déclaré avoir mis plus de 12 mois pour l'obtention du crédit.

La discussion entre les partenaires de mise en œuvre et la mission de supervision a permis de constater (i) qu'en terme d'information et de sensibilisation des futurs promoteurs, les agents de la CRA et des GSC ont pleinement joué leur rôle dans la diffusion des messages; (ii) qu'il y avait un faible, voire un manque d'accompagnement des futurs promoteurs dans l'élaboration de leurs dossiers de demande de crédit; (iii) le délais de réponse est trop important au niveau des sièges sociaux des IF.

Cette discussion a permis de dégager un certain nombre de pistes de réflexion afin d'améliorer la mise en œuvre du mécanisme de financement à coût partagé, dans le cadre des futures conventions.

- 1) au niveau des CRA, les nouvelles conventions devront permettre:
 - de renforcer et amplifier la diffusion de l'information auprès des irrigants sur les mécanismes, les modalités et les délais d'obtention des crédits.
 - d'accompagner les producteurs dans l'élaboration complète (aux plans technique et administratif) de leurs dossiers de demande de crédit afin d'éviter les allers-retours pour pièces non fournies et/ou manquantes.
 - d'assurer la vérification des dossiers avant dépôt aux IF.
- 2) au niveau des IF, il faudra envisager
 - de renforcer les capacités humaines des agences dans la maîtrise du traitement des dossiers techniques, au besoin à travers le recrutement d'un personnel additionnel
 - de prévoir des ressources pour effectuer des missions de terrain

3.2. Conventions avec les CRA

Deux soucis majeurs ont été relevés:

Faire évoluer les conventions actuelles basées sur les moyens, vers des conventions basées sur les livrables. Les responsables des CRA se sont montrés ouverts à cette démarche, mais ils ont beaucoup insisté sur la nécessité de rassurer leurs agents par rapport aux salaires. Les projets de conventions, de plans d'action et de budget proposés permettent de prendre cette préoccupation en compte, en proposant des livrables, en indexant le paiement des tranches du budget à la remise de livrables et en proposant un traitement distinct des salaires, primes et indemnités.

La seconde préoccupation concerne les missions de pré visites et d'accompagnement des demandeurs de crédit. Il est proposé d'inclure ces activités dans la convention et dans le budget de 2018.

3.3. Conventions avec les services techniques

Les préoccupations sont ici essentiellement de trois ordres: (i) faire évoluer toutes les conventions actuellement basées sur les moyens, vers des conventions basées sur des livrables; (ii) œuvrer dans le respect des relations hiérarchiques et du principe de l'unicité de la chaîne de responsabilité en proposant une seule convention, un seul plan d'action et un seul budget pour les différents niveaux tout en veillant à la transparence; (iii) limiter autant que faire se peut les services de l'Etat à leurs fonctions régaliennes de planification, programmation et contrôle de qualité. Les propositions de nouvelles conventions, de nouveaux plans d'action et de nouveaux budgets pour le PTBA 2018 sont faites dans ce sens.

Annexe: évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Niger	Identification du prêt/ don: Prêt/Don FIDA n°2000001115 et n°2000001116 - Prêt/Don FIDA n°2000001541 et n°2000001542; Prêt/Don n°2000001645 et n°2000001647
Nom du projet: Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)	
Organisme d'exécution: Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	CPM: Valentine ACHANCHO
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Alou Abdoulkarim	Date de l'examen: 20/11/2017

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent		
B. Risque de contrôle		
. Organisation et personnel		
a. Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	TDR de l'audit des charges de fonctionnement du Personnel ont été non objectés par le FIDA. Les travaux devraient démarrer avant la fin de l'année 2017.
b. Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	L'audit des charges du personnel devra se prononcer sur la qualité et les risques du système et de la Fonction « Personnel ».
c. Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	En attente des résultats de l'audit des charges du personnel afin de s'assurer de l'adéquation des fonctions et Personnels avec les besoins du Programme
d. Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	M	Le manuel des procédures est disponible pour le personnel. Cependant, l'audit externe des comptes 2016 a recommandé une révision du manuel notamment sur la gestion du Personnel <u>Recommandation:</u> <i>Diligenter la révision du manuel de procédures</i>
e. Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Confirmation de l'existence d'un système et d'une évaluation annuelle de la performance du personnel du programme. Mais la contractualisation du Personnel sous le mode Contrat à Durée Indéterminée annihile l'obligation de performance qu'impose la reconduction des contrats sur la base des résultats de l'évaluation de Performance <u>Recommandation:</u> <i>L'audit des charges de fonctionnement en ressources humaines devrait donner des orientations sur la prise en compte des résultats de l'évaluation de Performance soit dans l'augmentation salariale et/ou la reconduction des contrats</i>
f. Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel (s'il y a lieu)	F	La vérification permet de confirmer l'existence d'une couverture annuelle d'assurance maladie.
g. Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale (s'il y a lieu)	F	Le paiement mensuel des charges de sécurité sociale est effectué dans les temps impartis fixés par la réglementation nationale.

h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Les travaux ont permis de relever que seuls les « Cadres » du programme ont une connaissance de la politique anti-corruption nationale et de celle du FIDA. <u>Recommandation:</u> <i>Organiser à l'intention de tout le personnel, des sessions de formation sur la politique anti-corruption du FIDA</i>
. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels (PTBA)	F	Le processus d'élaboration du PTBA est déclenché en Septembre avec la note cadrage qui fixe toutes les orientations. Le PTBA est approuvé par le CP et transmis au FIDA pour ANO avant la fin de l'année.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le PTBA est articulé selon le canevas: bailleur, composante et catégorie.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Le PTBA identifie bien pour chaque ligne, le bailleur de fonds, la composante et la catégorie.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le PTBA est articulé selon le canevas: par bailleur, par composante et par catégorie et Il est accompagné d'un PPM.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources (et par cofinancements éventuels)	F	Tous les guichets du programme sont fonctionnels et diligents: FIDA, ASAP, FEM, OFID. Pas de délais excessifs dans le paiement des DRF par le FIDA. Payer en moyenne en 1 mois après la transmission de la DRF.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	Sur l'exercice 2017, le Gouvernement a décaissé 94% (160 millions FCFA) du montant de sa participation en numéraire inscrite dans la loi des Finances 2017 (170 millions FCFA). Le taux d'exécution de la part en numéraire prévue dans le PTBA 2017 est de 105%. Mais le niveau de décaissement des fonds de contrepartie en numéraire est largement en deca du niveau souhaité après deux ans de mise en œuvre (1,7% de la contribution prévue à la Conception). <u>Recommandation:</u> <i>Tenir compte des capacités financières du Gouvernement dans un contexte difficile pour les finances Publiques dans l'estimation de sa contribution en numéraire dans le PTBA</i>
c.	Efficacité des canaux de financement (ponctualité et traçabilité des flux de fonds)	M	La mise à disposition de fonds aux partenaires ne semble pas souffrir de contraintes. Toutefois, à date, 566 millions FCFA ne sont toujours pas justifiés par les Partenaires d'exécution; cette situation nécessite de revoir les modalités de mises à dispositions de fonds actuellement appliquées: <u>Recommandation:</u> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Effectuer des mises à disposition des fonds aux Partenaires par grappe d'activités à exécuter en lien avec un objectif à atteindre et cela, sur une base bimensuelle</i> • <i>Revoir les conventions avec les partenaires d'exécution afin de préciser le plan de décaissement, les dates de mises en place et de justification des fonds</i>
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Pas d'observations particulière sur la gestion des comptes bancaires Mais, prendre en compte la recommandation des auditeurs 2016 sur l'utilisation et la comptabilisation des intérêts créditeurs générés

e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	La revue des comptes désignés, décaissements et transactions confirme la bonne gestion et utilisation des ressources, selon les dispositions des Accords de Financement.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	La revue juge suffisant le montant de l'avance de fonds. Celle-ci est établie selon la nouvelle procédure dite de fonds renouvelables, avec une avance semestrielle sur le PTBA.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	La revue n'a trouvé aucune objection sur les méthodes utilisées de décaissement
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	La revue juge satisfaisant et adéquat le support documentaire joint aux états certifiés de dépenses (ECD) et demandes de paiements directs (DPD): exhaustivité, complétude et bonne qualité des liasses justificatives. Aucune anomalie de nature significative n'a été relevée dans les supports documentaires passés sous revue.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	La préparation des DRF est effectuée par chaque entité, la CENAT assure ensuite le contrôle des relevés des dépenses, la conformité avec les comptes de trésorerie, la consolidation et la soumission au FIDA. Délai de justification et préparation des DRF par les URGP sont longs. <i>Recommandation:</i> <i>Il a été demandé aux équipes SAF des URGP (sur le financement ProDAF FIDA et ASAP) de procéder à la justification mensuelle des avances reçues de la CENAT afin faciliter le processus de justification dans le temps et de réduire les délais de réapprovisionnement.</i>
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	La préparation des DRF respecte les procédures en vigueur.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Sur le ProDAF/FIDA, sur la DRF de la 1ère avance semestrielle (4,225 milliards FCFA), à date, l'avance de fonds a été justifiée à hauteur de 55%. Sur la 1ère avance sur le compte spécial ProDAF/ASAP (1,305 milliards FCFA) le ProDAF a justifié à 64% du montant de l'avance. Le processus d'élaboration des DRF de justification complémentaire sur FIDA et ASAP pour atteindre le seuil de 75% a été enclenché.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Tous les comptes sont mensuellement rapprochés et reconstitués.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	E	La performance de l'exécution budgétaire du ProDAF est faible (54%) par rapport aux prévisions de dépenses 2017, cela à deux mois de la fin de l'exercice budgétaire. <i>Recommandation:</i> <ul style="list-style-type: none"> • Revoir l'ensemble des processus opérationnels de mise en œuvre des PTBA en amont des décaissements afin d'optimiser la productivité dans la mise en œuvre et améliorer la performance dans la consommation des ressources financières budgétisées • Améliorer l'efficacité opérationnelle tant dans les exécutions des contrats et que dans les préalables à respecter pour le paiement des contrats • Prendre en compte dans le budget du PTBA, uniquement la part des engagements financiers à décaisser au cours de l'exercice budgétaire et adosser au budget un plan de

			décaissement annuel des dépenses à réaliser
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Programme en cours dont la clôture est prévue en 2023
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Les séquences opérationnelles des activités de contrôle recommandées par le manuel de gestion sont respectées, notamment dans les processus d'engagement et de liquidation des dépenses. Plus particulièrement, le système d'approbation (compléter la fiche d'imputation avec la signature du Coordonnateur) permet un contrôle de chaque dépense engagée de même que le contrôle de son imputation analytique
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Les dispositions du manuel de procédures prévoient avec menu détails, l'ensemble des actions et procédures requises.
c.	Respect du manuel financier	M	Procédures relatives à la justification des avances de fonds par le Personnel, les préalables à respecter pour l'autorisation d'une mission de terrain ne sont pas respectés <u>Recommandation:</u> <i>L'équipe du projet est invitée à la stricte application et au respect rigoureux des termes et dispositions du manuel de procédure sur la gestion et la justification des avances de fonds aux personnels du Programme.</i>
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Les rapports du Contrôleur interne et de l'auditeur interne couvrent l'ensemble des financements du Programme. <u>Recommandation:</u> <i>Réajuster le Plan de contrôle interne annuel en prévoyant des missions de contrôle, dont la périodicité est fonction de la nature des activités du Programme et des sous/systèmes d'information</i>
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	M	Différences entre les informations du tableau de suivi des marchés du RPM et le suivi des décaissements sur les contrats de la Comptabilité Le Registre des contrats doit être mis à jour mensuellement, et le tableau de mise en œuvre du PPM doit être exploité mensuellement afin d'informer sur les retards constatés sur les activités de PM <u>Recommandation:</u> <i>Avoir des séances de travail mensuelles avec les équipes du service financier dans le cadre du suivi de l'exécution des marchés, pour des mises à jour du tableau de suivi des marchés et du Registre des contrats, sur les décaissements effectués, les pénalités appliquées et les avenants avec incidence financière (ou non).</i>
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Le dispositif de contrôle interne actuellement en place, incluant les prestations d'un auditeur interne trimestriellement, est relativement efficace pour minimiser les risques de gestion liés aux dépenses. Le contrôleur interne est démissionnaire depuis septembre 2017.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	La livraison des biens et services est consacrée par des bons signés par les personnes autorisées au sein des différentes unités (CENAT et URGP). Dans le cadre des marchés de travaux, un Procès-Verbal ou rapport de réception est établi

h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Un contrôle physique des liquidités est effectué mensuellement. La revue confirme par ailleurs, l'effectivité au sein des unités, de contrôles inopinés de la caisse qui font l'objet de procès-verbaux
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	La gestion physique de l'argent se fait au travers de la caisse, elle-même logée au sein de coffres forts sécurisés et contrôlés à fréquence régulière et inopinée.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Pas d'observation particulière. A la date de la mission, la trésorerie du ProDAF sur l'ensemble des financements était de 3 milliards FCFA pour des engagements non échues de 2,4 milliards FCFA.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de financement	F	Fondé sur son échantillon de vérification, la revue juge que dans l'ensemble, les dépenses obéissent aux critères d'admissibilité et de conformité au regard des dispositions des Accords de Financement.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	E	Les avances de fonds du projet respectent les critères de légalité et d'éligibilité. Par contre, au 31/10/2017, dans les livres comptables du Programme, 566 millions FCFA sont comptabilisés comme non justifiées par les Partenaires d'exécution et 241 millions FCFA, par le Personnel du Programmes pour les activités à mener (formation, ateliers, suivi/supervision). Cette situation est de nature à impacter négativement tant dans la mise en œuvre des activités et l'atteinte des objectifs du PTBA que sur les décaissements <u>Recommandation:</u> <ul style="list-style-type: none"> Effectuer des mises à disposition des fonds aux Partenaires par grappe d'activités à exécuter en lien avec un objectif à atteindre et cela, sur une base bimensuelle Revoir les conventions avec les partenaires d'exécution afin de préciser le plan de décaissement, les dates de mises en place et de justification des fonds
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	La revue confirme la conformité aux clauses de gestion financière et n'a pas de commentaires ou d'objection particulière.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	La tenue et la mise à jour des registres relatifs aux actifs est assurée par le traitement informatisé, au moyen du système logiciel Tompro.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière ?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord ?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per-diems versés au personnel)	F	i) Tous les éléments d'actifs du programme font l'objet d'un inventaire physique une fois l'an, au cours duquel, ils sont codifiés, localisés et traités par le système logiciel. ii) Les autorisations de voyage (OM) et les listes d'émargements sont disponibles avec les pièces de dépenses La revue juge ces actions combinées à l'examen du contrôleur interne adéquates en la circonstance <u>Recommandation:</u> Mettre à jour les carnets de bord et Documenter et matérialiser le contrôle effectué sur l'utilisation du carburant mensuellement
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Assurances pris pour les véhicules. Les URGP ont souscrit des assurances incendie sur les biens
q.	Ateliers: i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Fondée sur la base de l'échantillon de vérification, les liasses de supports des pièces justificatives de dépenses sont disponibles, exhaustives et probantes. <u>Recommandation:</u> Regrouper pour toutes les dépenses de formation, atelier et mission présentées dans les ECD, l'ensemble des pièces justificatives (états d'émargement, liste des participants, exécution

			<i>budgétaire)</i>
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Les séquences opérationnelles des activités de contrôle recommandées par le manuel de gestion sont respectées, notamment dans les processus d'engagement et de liquidation des dépenses. Plus particulièrement, le système d'approbation permet un contrôle de chaque dépense engagée de même que le contrôle de son imputation analytique <u>Recommandation:</u> <i>Compléter la fiche d'imputation avec la signature du Coordonnateur</i>
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Les rapprochements bancaires sont effectués systématiquement chaque fin du mois.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Une unité de support IT est en place au niveau de la CENAT de Maradi. Elle fournit l'assistance technique aux différentes unités: CENAT et URGP. En raison de cette position géographique, les unités dans le besoin urgent, contractualisent un prestataire sur une base ponctuelle
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Les normes comptables applicables sont celles de l'OHADA qui, sont en pleine conformité avec les exigences du FIDA Toutefois sur les méthodes de comptabilisation, les charges immobilisées sont directement comptabilisées par le crédit des comptes des charges d'exploitation contrairement au système comptable OHADA qui prévoient le passage par le crédit du compte 78 « Transfert des charges ». <u>Recommandation:</u> <i>Transférer sur le compte 78 les charges immobilisées de la période avant leur comptabilisation à l'Actif</i>
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ? le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés ?).	F	Le système comptable Tompro permet d'éditer régulièrement les informations et rapports financiers automatisés.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/archivage)	F	Les registres font l'objet de classement et d'archivage adéquats dans des chronos, classeurs et armoires aux accès définis.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Tous les actifs font l'objet d'enregistrement dans le module dédié du système logiciel Tompro. Ce registre informatique fait ensuite l'objet de vérification physique, par un inventaire physique annuel (réalisé dans le cadre de l'audit des comptes 2016)
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Les informations financières sont sauvegardées et sécurisées au moyen de niveaux d'accès. Les procédures sont jugées adéquates en la circonstance
f.	Adéquation du Plan Comptable pour la comptabilité du projet	F	Le projet adopte le plan de comptes OHADA pour la tenue de la comptabilité des opérations. Ce plan de comptes est bien normé. La revue juge cette approche en adéquation avec les exigences du FIDA
g.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des	F	Les opérations sont enregistrées au jour le jour. Les saisies comptables étaient à jour au passage de la mission

	rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement		
h.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	La comptabilisation des taxes exonérées se limite à la TVA concédée; <u>Recommandation:</u> <i>Evaluer l'ensemble des taxes, droits de douane concédées par le Gouvernement sur les marchés des infrastructures (droit d'enregistrement etc.), les prestations intellectuelles (Conventions avec les Partenaires d'exécution) et les acquisitions de matériels, d'intrants et équipements faites afin de donner une lisibilité plus exhaustive sur la participation financière de l'Etat</i>
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	Les rapports financiers sont exhaustifs et précis. Cependant, ils ne sont pas produits dans le respect des temps impartis.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	M	Les rapports intérimaires de gestion financière ne sont pas produits comme prévu par la LTB, Rapport Financier et Audit, § 29. <u>Recommandation:</u> <i>Transmettre au FIDA le rapport financier intérimaire sur une base trimestrielle. Chaque URGP devra par conséquent établir son RFI et le transmettre à la CENAT pour consolidation au plus tard, 30 jours après la fin du trimestre.</i>
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Un module dédié du système logiciel de gestion financière permet le suivi budgétaire. Le module est bien exploité. Les rapports d'activités présentent la situation financière de l'exécution budgétaire de la période couverte. <u>Recommandation:</u> <i>Tenir un tableau de bord de gestion (sur la base du modèle transmis) pour les réunions mensuelles de coordination, présentant outre l'exécution budgétaire, les informations sur le niveau d'exécution du Plan de Passation de Marché et la situation des avances de fonds non justifiées et la trésorerie disponible et attendue.</i>
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoires	M	Les recommandations majeures non mises en œuvre sont la diligence à faire preuve dans (a) la justification des avances aux Partenaires dans des délais acceptables et (b) les activités de passation de marchés par les responsables de composantes <u>Recommandation:</u> <i>Le projet est invité à mettre en œuvre les recommandations citées</i>
e.	Cohérence entre le taux de décaissement des catégories de coûts récurrents et de ceux de coûts d'investissement.	M	Sur les décaissements effectifs (hors avance initiale) les dépenses d'investissement et de fonctionnement représentent respectivement de 66% et 33% des décaissements effectués sur le financement FIDA au 31/10/2017. Cette situation s'explique d'une part, par le retard de la mise en œuvre de certaines activités (activités à coûts partagé avec les IF et les bénéficiaires) et d'autre part, par la justification des dépenses salariales/fonctionnement de la CENAT sur la catégorie Fonctionnement en lieu et place de la catégorie Consultation comme prévue par le COSTAB <u>Recommandation:</u> <i>-Réviser le COSTAB afin d'avoir une situation de référence conforme aux arrangements fiduciaires à l'exécution et prendre en compte les changements lors de la RMP dans le cadre de la réallocation des ressources FIDA -A la faveur de l'audit des charges du personnel, examiner toutes solutions alternatives d'imputation des dépenses salariales de la CENAT sur la catégorie 7 « Fonctionnement » alors qu'elles étaient prévues en catégorie 4 « Consultations » afin de rétablir la cohérence des taux de décaissement des catégories des coûts récurrents avec ceux des investissements.</i>
7. Audit interne			

a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	Le Contrôleur Interne, fonction prévue par le dispositif institutionnel, assure efficacement ses missions de (i) contrôle, détection et identification de faiblesses, (ii) conseil et formulation de recommandations et (iii) de rapportage trimestriel. La désignation du cabinet externe AAC chargé de l'audit interne trimestriel du programme, devrait contribuer à fournir davantage d'assurance raisonnable sur la sincérité des transactions, la conformité et le respect des Accords, l'éligibilité des dépenses
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne et contrôle interne (organisation, capacités du personnel)	F	Le contrôleur interne a démissionné en septembre 2017; le processus de recrutement est en attente des travaux de l'audit organisationnel sur la pertinence du poste dans un dispositif organisationnel prévoyant également l'intervention d'un auditeur interne (Cabinet d'expertise) sur une périodicité trimestrielle. Au titre de l'exercice 2017, l'auditeur interne a déposé son rapport du 1er trimestre 2017. Le rapport de 2nd trimestre est en cours de rédaction. <u>Recommandation:</u> <i>Réajuster le Plan de contrôle interne annuel en prévoyant des missions de contrôle, dont la périodicité (trimestriel et annuel) est fonction de la nature des activités du Programme (mise en œuvre des sous Projets en particulier) et des sous/systèmes d'information</i>
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	F	L'étendue et la portée du travail de l'audit interne permettent de couvrir toutes les fonctions et assurer la mitigation des risques essentiels
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	M	Sur le rapport du 1 ^{er} trimestre 2017 de l'auditeur interne, il ressort principalement comme insuffisances dans la gestion opérationnelle du ProDAF, le retard dans: (a) la délivrance des ordres de services aux prestataires, (b) la transmission des TDR et spécifications techniques au RMP; (c) le décalage entre les prévisions et les réalisations des activités du PPM; (d) les longs délais dans la justification des frais de missions et des fonds mises à dispositions aux partenaires; et (e) des avances de fonds importantes versées aux Partenaires. L'auditeur interne a aussi relevé des insuffisances dans le dispositif d'archivage des dossiers de passation de marchés. La mission a abordé ces questions avec les responsables fiduciaires et échangé sur les mesures adéquates à prendre sur ces différentes contraintes/insuffisances
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Oui
b.	Respect des termes de référence	M	Le rapport d'audit ne présente pas de (i) notes explicatives aux Etats Financiers (Bilan et TER), (ii) des relevés et des états de rapprochements relatives au compte désigné et des sous comptes d'opérations
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Le rapport d'audit externe a été transmis au FIDA le 27 juin 2017 par le ProDAF mais reçu par le FIDA après la dead line du 30/06/2017.
d.	Qualité de l'audit	M	Modérément satisfait. L'auditeur indique à la page 6 de son rapport que son opinion sur les ECD est "Unqualified" alors qu'à la page 2 de ce même rapport, il indique que certaines dépenses présentent des insuffisances au titre de l'accord entre le ProDAF et la république du Niger. Page 2 du rapport, l'auditeur exprime à la fois son opinion sur les Etats financiers, les comptes désignés et les Etats certifiés de dépenses au lieu d'une opinion séparé pour chaque cas de figure; ce qui porte à confusion
e.	Mise en œuvre des recommandations	M	Le plan d'action a été établi et en cours d'exécution notamment

	d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	<p>pour les avances non justifiées par les Partenaires d'exécution dont la durée a été ramenée à une périodicité mensuelle, la liste de présence des participants aux ateliers, la justification des avances au personnel, mais la mise en œuvre est lente</p> <p><u>Recommandation:</u> <i>Accélérer la mise en œuvre du plan d'action avec un chronogramme de mise en œuvre des recommandations de l'auditeur</i></p>
--	--	--

RESUME ET EVALUATION DU RISQUE FIDUCIAIRE DU ProDAF LORS DE LA SUPERVISION (30 octobre au 12 novembre 2017)

Pays: Niger	Identification du prêt/ don: Prêt/Don FIDA n°2000001115 et n°2000001116 - Prêt/Don FIDA n°2000001541 et n°2000001542; Prêt/Don n°2000001645 et n°2000001647
Nom du projet:	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)
Organisme d'exécution: Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	CPM: Valentine ACHANCHO
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: ALOU Abdoulkarim	Date de l'examen: 20 novembre 2017

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		
Risques relatifs aux contrôles		
1. Organisation et dotation en personnel	M	En attente des résultats un audit organisationnel à même de se prononcer sur la qualité et les risques de la Fonction « Personnel », et s'assurer son adéquation aux besoins du projet.
2. Budgétisation	M	Faible performance de l'exécution budgétaire 2017 du ProDAF par rapport aux prévisions de dépenses à deux mois de la fin de l'exercice budgétaire (54%) liée à la mauvaise planification et ayant pour conséquence une surestimation des capacités d'absorption des ressources du programme <ul style="list-style-type: none"> • Réajuster la démarche de planification financière du PTBA pour obtenir un budget réaliste et décaissable • Accompagner le 2nd plan d'action semestriel 2017 d'un plan de décaissement par mois permettant de visualiser les capacités d'absorption des ressources demandées jusqu'au 31 décembre 2017.
3. Flux de fonds et dispositions relatives au décaissement	M	Au 31/10/2017, pratiquement 2 ans après sa mise en vigueur, le ProDAF a décaissé 21,974 millions USD soit un taux de décaissement global de 17% des ressources extérieures mobilisées (132 millions USD). Les délais de justification des avances de fonds par les Partenaires d'exécution affectent tant les décaissements visualisés sur la période budgétaire que la mobilisation des ressources auprès du FIDA. Il importe de revoir le mode des mises à disposition des fonds aux Partenaires, actuellement basé sur des % forfaitaires du contrat <ul style="list-style-type: none"> • Examiner le niveau d'exécution du plan de décaissement adossé au plan d'action semestriel lors des réunions mensuelles de Coordination • Elaborer avec les Partenaires d'exécution des contrats axés sur les résultats avec des décaissements liés aux livrables et justificatifs à court termes • Présenter dans la DRF de justification transmise au FIDA, les tranches décaissées (dès sortie des fonds des comptes d'opérations des URGP) sur les conventions annuelles ou pluriannuelles dont les modalités de paiement prévoient plusieurs décaissements
4. Contrôles internes	M	Les séquences opérationnelles des activités de contrôle, notamment dans les processus d'engagement et de liquidation des dépenses sont respectées. Mais à date les procédures relatives à la justification des avances de fonds par le Personnel, les préalables à respecter pour l'autorisation d'une mission de terrain, le contrôle du carburant ne sont pas respectés <ul style="list-style-type: none"> • Appliquer rigoureusement les dispositions du manuel de procédure sur la mise en place et la justification des avances

		<p>de fonds aux personnels du Programme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les carnets de bord et matérialiser les contrôles effectués sur l'utilisation du carburant mensuellement • Prévoir des séances de travail mensuelles entre les RPM et les équipes du service financier dans le cadre du suivi et la mise à jour de l'exécution des marchés,
5. Systèmes, principes et procédures comptables	F	<p>Les opérations sont enregistrées au jour le jour. Les saisies comptables étaient à jour au passage de la mission. Toutefois sur les méthodes de comptabilisation, les charges immobilisées sont directement comptabilisées par le crédit des comptes des charges d'exploitation contrairement au système comptable OHADA qui prévoient le passage par le crédit du compte 78 « Transfert des charges ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transférer sur le compte 78 les charges immobilisées de la période avant leur comptabilisation à l'Actif
6. Rapports et suivi	F	<p>Les rapports financiers sont exhaustifs et précis, présentant entre autres la situation financière de l'exécution budgétaire de la période couverte. Cependant, les rapports intérimaires de gestion financière ne sont pas produits comme prévu par la LTB, Rapport Financier et Audit, § 29.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre au FIDA le rapport financier intérimaire sur une base trimestrielle. Chaque URGP devra par conséquent établir son RFI et le transmettre à la CENAT pour consolidation au plus tard, 30 jours après la fin du trimestre
7. Audit interne	F	<p>L'étendue et la portée du travail de l'audit interne permettent de couvrir toutes les fonctions et assurer la mitigation des risques essentiels. La mission a revu avec les responsables fiduciaires, les problématiques soulevées et les recommandations non mises en œuvre, et échangé sur les mesures adéquates à prendre</p>
8. Audit externe	M	<p>Le plan d'action a été établi et en cours d'exécution notamment pour les avances non justifiées par les Partenaires d'exécution dont la durée a été ramenée à une périodicité mensuelle, la liste de présence des participants aux ateliers, la justification des avances au personnel, mais la mise en œuvre est lente</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la mise en œuvre du plan d'action avec un chronogramme de mise en œuvre des recommandations de l'auditeur
Risque fiduciaire du projet au stade de la conception	M	
E (Élevé), M (Moyen), F (Faible)		

Commentaires et Justification: le système d'information financière du ProDAF est fonctionnel et renseigne sur l'exécution financière du Programme. Les facteurs de risque se situent pour l'essentiel sur le contrôle interne des avances de fonds aux cadres du Programme, le processus de planification financière du PTBA et le suivi et la gestion des marchés en cours d'exécution.

Sur le contrôle interne, il importe de respecter les procédures prévues en matière de justification des fonds des activités par le Personnel du Programme.

Concernant la planification financière du PTBA, il importe de prendre en compte lors de l'exercice d'élaboration du PTBA, uniquement la part des engagements financiers à décaisser au cours de l'exercice budgétaire et adosser au budget un plan de décaissement annuel des dépenses à réaliser. Toujours dans l'optique d'obtenir un budget réaliste et décaissable, le ProDAF devra élaborer avec les Partenaires d'exécution, des contrats axés sur les résultats avec des décaissements liés aux livrables et justificatifs à court terme.